

Art. 4. Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi, le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé et le Ministre flamand de l'Economie, des PME, de l'Agriculture et des Médias sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 septembre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,
Th. KELCHTERMANS

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Le Ministre flamand de l'Economie, des PME, de l'Agriculture et des Médias,
E. VAN ROMPUY

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 2589

[S - C - 29336]

24 JUILLET 1997. — Décret-programme portant diverses mesures urgentes concernant l'enseignement (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE Ier. — Dispositions relatives à l'éducation et à l'enseignement

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Dans l'article 10bis, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, inséré par le décret du 19 juillet 1993 et modifié par les décrets des 22 décembre 1994 et 2 avril 1996, les termes "en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge sont remplacés par les termes "restant en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge après que les opérations de réaffectation ont été effectuées".

Art. 2. L'article 10ter, alinéa 2, du même arrêté, inséré par le décret du 19 juillet 1993, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le membre du personnel titulaire d'une fonction de recrutement qui bénéficie d'une telle disponibilité est tenu d'accomplir, au minimum la moitié, au maximum la moitié plus deux périodes, de la durée des prestations complètes liées à la fonction qu'il exerce.

Le membre du personnel titulaire d'une fonction de sélection qui bénéficie d'une telle disponibilité est tenu d'accomplir au minimum cinq demi-journées par semaine. »

Art. 3. Au chapitre II, mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, du même arrêté, un article 10septies, libellé comme suit, est inséré :

« Article 10septies. Pour l'application de l'article 10ter, le membre du personnel doit avoir atteint l'âge de 55 ans au plus tard le 5 janvier de l'année scolaire ou académique au cours de laquelle la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite prend effet.

Pour l'application des articles 10 et 10bis, ce seuil d'âge doit être atteint au 1^{er} octobre de l'année scolaire ou académique au cours de laquelle la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite prend effet. »

Art. 4. Dans le même chapitre du même décret, un article 10octies, libellé comme suit, est inséré :

« Article 10octies. Le membre du personnel en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite sur base des articles 8, 10, 10bis ou 10ter qui bénéficie d'une pension de survie peut demander la réduction du traitement d'attente ou de la subvention-traitement d'attente qui lui est du(e). »

Art. 5. Dans le même chapitre du même arrêté, un article 10nonies, libellé comme suit, est inséré :

« Article 10nonies. Les mises en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite visées aux articles 8, 10, 10bis ou 10ter sont accordées par le Gouvernement. »

Art. 6. Dans l'article 4 de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial et intégré, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement peut :

1° autoriser l'accès à l'enseignement spécial de type 7 avant deux ans et six mois à un enfant malentendant ou sourd, lorsqu'un rapport émanant d'un service d'aide précoce ou d'un centre d'audiophonie établit l'absolue nécessité de la scolarisation;

2° autoriser le maintien au-delà de 21 ans d'un élève engagé dans un cycle de formation conduisant à l'obtention d'un certificat de qualification ou d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur;

(1) Session 1996-1997

Documents du Conseil. - N°s 166 - n° 1 : Projet de décret; n°s 2 et 3 : Avis des commissions; n°s 4 à 16 : Amendements de commission; n° 17 : Rapport; n°s 18 à 20 : Amendements de séance.

Comptes rendus intégraux. - Discussion : séances des 8 et 15 juillet 1997. - Adoption : séance du 17 juillet 1997.

3° autoriser le maintien au-delà de 21 ans d'un élève qui ne peut être pris en charge par un atelier protégé ou un centre d'hébergement ou un centre de jour, à la condition que le coût de l'accueil ne soit pas mis à charge du budget de la Communauté française, sans qu'il soit pour autant dérogé à l'obligation de gratuité. »

Art. 7. Dans l'article 7 de la même loi, le point 6 est abrogé.

Art. 8. L'article 2 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur, modifié par l'arrêté royal n° 61 du 20 juillet 1982 et par le décret du 2 avril 1996, est complété par l'alinéa suivant :

« En cas de fusion ou de restructuration entre établissements, conformément aux articles 5^{ter} et 5^{quater} du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire, les élèves des différents établissements fusionnés et restructurés sont considérés comme inscrits dans l'établissement résultant de la fusion ou de la restructuration. »

Art. 9. Dans l'article 12, alinéa 1^{er}, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit, le mot "complémentaire" est supprimé.

Art. 10. Dans l'article 18 du même décret, modifié par le décret du 18 mars 1996, les mots "au 1^{er} octobre de l'année scolaire" sont remplacés par les mots "au 1^{er} janvier de l'année scolaire précédente".

Art. 11. L'article 5^{bis} du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, inséré par le décret du 5 août 1995, est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, un établissement n'organisant au niveau de l'enseignement secondaire de type 1 que la forme artistique peut être maintenu aussi longtemps que l'établissement d'enseignement artistique supérieur au sein duquel il est intégré conserve la même structure. »

Art. 12. L'alinéa 1^{er} de l'article 20, § 1^{er}, du même décret modifié par le décret du 2 avril 1996, est complété par la phrase suivante :

« Toutefois, le Gouvernement peut autoriser un transfert de périodes/professeur supérieur à 5 p.c. dans le cas où le nombre d'élèves inscrits dans le 1^{er} degré au 1^{er} octobre de l'année scolaire est inférieur de plus de 5 p.c. au nombre d'élèves du 1^{er} degré pris en considération pour fixer le nombre de périodes/professeur conformément à l'article 22, § 1^{er}. »

Art. 13. L'article 21^{quater} du même décret est complété par la disposition suivante :

« Dans les établissements repris dans la liste établie en application de l'article 10 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, il peut être créé un emploi complémentaire de proviseur ou de sous-directeur ou de proviseur ou de sous-directeur chargé principalement du premier degré. Cet emploi, nécessairement à prestations complètes, est imputé à raison de 28 périodes/professeur dans le nombre total de périodes/professeur. »

CHAPITRE II. — Dispositions transitoires

Art. 14. Dans l'article 6, § 1^{er} de l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, modifié par les décrets des 21 décembre 1992, 10 avril 1995 et 25 juillet 1996, les mots "30 juin 1997" sont remplacés par les mots "30 juin 1998".

Art. 15. Par dérogation aux dispositions de l'article 9 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, modifié, par le décret du 25 juillet 1996, les expériences, les projets et les budgets des zones d'éducation prioritaires sont prolongés jusqu'au 31 août 1998.

TITRE II. — Dispositions relatives à l'enseignement universitaire

Art. 16. § 1^{er}. A l'article 11, paragraphe 1^{er}, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, les mots "à l'exception des études en science dentaire" sont insérés après les mots "qui les sanctionne".

§ 2. Au même article, il est inséré un septième paragraphe rédigé comme suit :

« § 7. Ont seuls accès aux études de deuxième cycle en vue de l'obtention du grade académique de licencié en science dentaire, les titulaires du grade académique de candidat en science dentaire qui ont obtenu à l'issue du premier cycle une attestation faisant état de l'avis favorable d'une commission constituée à cette fin dans chacune des institutions universitaires organisant des études dans le domaine de la science dentaire.

Cette disposition ne s'applique pas aux étudiants ayant réussi une année d'études de premier cycle en dentisterie avant l'année académique 1997-1998. »

Art. 17. Les articles 14^{octies} à 14^{terdecies}, rédigés comme suit, sont insérés dans le même décret, modifié par le décret du 25 juillet 1996 et par le décret portant diverses mesures en matière d'enseignement universitaire du...

« Article 14^{octies}. Chaque année, avant le mois de juin, et pour la première fois en 1997, le Gouvernement fixe, compte tenu notamment de l'article 170 de la loi du 29 avril 1996 portant des dispositions sociales, le nombre global d'étudiants qui pourront bénéficier deux ans plus tard de l'attestation prévue à l'article 11, § 7.

Article 14^{nonies}. Chaque année, en même temps qu'il fixe le nombre global prévu à l'article précédent, le Gouvernement fixe la répartition, entre les trois institutions universitaires organisant les études en science dentaire, des attestations qui seront délivrées deux ans plus tard.

En vue de cette répartition, un nombre d'attestations égal au nombre global diminué de neuf unités est réparti entre les trois institutions au prorata du nombre de diplômes de candidat en science dentaire délivrés à des personnes qui ont été ensuite diplômées au grade de licencié en science dentaire. Cette répartition se fait suivant la loi du plus fort reste. Jusqu'en 2002, cette répartition tient compte des diplômés au grade de licencié en science dentaire des années antérieures, et ce depuis l'année 1991. A partir de 2003, la proportion entre les trois institutions sera égale à celle retenue pour l'année 2002.

Les neuf attestations restantes sont réparties en trois parts égales entre les institutions.

Article 14^{decies}. La commission visée à l'article 11, § 7, est composée de cinq membres du personnel enseignant. Trois membres appartiennent à l'institution universitaire concernée et deux membres appartiennent respectivement aux autres institutions universitaires délivrant le grade de candidat en science dentaire. Ces derniers doivent faire partie d'un des jurys d'un programme d'études en science dentaire et de la commission de l'institution dont ils relèvent.

Tous les membres ont voix délibérative.

Sur avis conforme de chaque institution universitaire, le Gouvernement arrête, au début de chaque année académique, la composition des trois commissions.

Chaque commission arrête les modalités particulières de fonctionnement et de délibération. Chaque institution désigne le président de sa commission.

Article 14*undecies*. La commission tient une session par an qui se déroule à l'issue de la deuxième session d'examens organisée par l'institution universitaire pour l'année académique concernée.

Pour la délivrance de l'attestation visée à l'article 11, § 7, les étudiants ne peuvent poser leur candidature devant la commission de l'institution dont ils relèvent que dans l'année académique durant laquelle ils ont obtenu le grade de candidat en science dentaire.

Pour la délivrance de l'attestation visée à l'article 11, § 7, les étudiants dont le diplôme de candidat en science dentaire a été délivré par un jury d'enseignement universitaire de la Communauté ne peuvent poser leur candidature que devant la commission de l'institution auprès de laquelle le jury est établi, et ce dans l'année académique durant laquelle ils ont obtenu le grade de candidat en science dentaire.

Pour la délivrance de l'attestation visée à l'article 11, § 7, les étudiants dont le diplôme étranger a été reconnu complètement équivalent au diplôme de candidat en science dentaire ou partiellement équivalent à celui de licencié en science dentaire par institution universitaire en vertu de l'article 36 ne peuvent poser leur candidature que devant la commission organisée dans l'institution qui a délivré l'équivalence, et ce dans l'année académique durant laquelle ils ont obtenu leur équivalence.

Article 14*duodecies*. En vue de la délivrance de l'attestation, la commission classe les étudiants sur un total de 200 points dont 60 points sont attribués à la première candidature en science dentaire et 140 points sont attribués à la deuxième candidature en science dentaire. Les attestations sont délivrées dans l'ordre décroissant du classement dans la limite des nombres fixés à l'article 14*nonies*.

Sur base des résultats académiques des étudiants délibérés par un jury interne à l'institution universitaire, la commission attribue, par an, 75 p.c. des points visés à l'alinéa 1^{er}. Pour cette attribution, la commission a pour mission de veiller au respect des pondérations à accorder à chacun des cours qu'elle a préalablement établies de manière à ce que ces pondérations soient identiques dans chacune des institutions universitaires pour des cours équivalents.

Sur base des résultats relatifs à l'évaluation des capacités de l'étudiant à exercer la dentisterie délibérés par un jury interne à l'institution universitaire, la commission attribue, par an, 25 p.c. des points visés à l'alinéa 1^{er}. Pour cette attribution, la commission a pour mission de veiller au respect des critères de l'évaluation des capacités de l'étudiant à exercer la dentisterie qu'elle a préalablement établis.

Tout au long des deux années de candidature en science dentaire, l'étudiant est tenu au courant de l'évaluation dont il est l'objet sur la base des deux alinéas précédents. L'étudiant est également averti de la position qu'il occupe dans le classement provisoire.

La commission adapte les appréciations prévues aux deuxième et troisième alinéas au cas des étudiants qui bénéficient de l'équivalence complète de leur diplôme étranger avec le diplôme de candidat en science dentaire ou de l'équivalence partielle de leur diplôme étranger avec le diplôme de licencié en science dentaire ou à celui des étudiants qui ont présenté un ou plusieurs examens devant le jury de la Communauté.

Les modalités de délivrance des attestations sont portées à la connaissance des étudiants par l'intermédiaire du règlement des examens prévu à l'article 31.

Article 14*terdecies*. Chaque année avant le 30 juin, le Conseil interuniversitaire de la Communauté française dépose au Parlement de la Communauté française un rapport sur l'organisation des études en science dentaire.

Ce rapport mentionne notamment, pour chacune des trois commissions visées à l'article 11, § 7, le mode de fonctionnement et de délibération des commissions et les critères de sélection retenus pour évaluer les capacités des étudiants à exercer la dentisterie.

Il mentionne également, pour chacune des institutions universitaires concernées, les conditions qu'elles fixent, conformément à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 2, pour permettre aux étudiants porteurs du grade de candidat en science dentaire, d'accéder à des études de deuxième cycle en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne,

Le rapport fournit, pour chacune des institutions universitaires concernées, les statistiques relatives aux éléments suivants :

1° le nombre d'étudiants ayant obtenu une attestation, et, le cas échéant, parmi ceux-ci, le nombre d'étudiants qui n'ont pas poursuivi un deuxième cycle en science dentaire;

2° le nombre d'étudiants qui ont entamé des études en science dentaire et qui se sont réorientés vers un autre cursus en précisant le moment de la réorientation, le cursus vers lequel ils ont opéré cette réorientation et l'institution choisie pour cette réorientation;

3° le nombre de diplômés au grade académique de licencié en science dentaire. »

TITRE III. — Dispositions relatives à l'enseignement supérieur dispensé dans les hautes écoles

CHAPITRE Ier. — Modifications apportées au décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles

Art. 18. L'article 20 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles est complété par le paragraphe 3 suivant :

« § 3. Les paragraphes 1^{er} et 2 du présent article sont applicables à l'organisation d'une section, d'une option ou d'études de spécialisation par une haute école qui organise cette section, cette option ou ces études de spécialisation, dans une implantation de cette haute école où cette section, cette option ou ces études de spécialisation ne sont pas organisées. » .

Art. 19. A l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er} de l'article 22 du même décret, est ajouté un septième point rédigé comme suit :

« 7° soit d'une attestation de succès à l'un des examens d'admission organisés par les institutions universitaires, conformément à l'article 10, § 1^{er}, lettre e), et § 2 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques. »

Art. 20. A l'article 33 du même décret, est ajouté un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Par dérogation au point 4° de l'alinéa 1er et conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 18 septembre 1934 fixant les conditions de la collation du diplôme d'ingénieur commercial, les étudiants ayant réussi au moins une année d'études des études visées à l'article 4 de l'arrêté précité avant la rentrée académique 1997-1998 dans une haute école, peuvent obtenir le grade d'ingénieur commercial en au moins deux ans. »

CHAPITRE II. — Modifications apportées au décret-programme du 25 juillet 1996 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et l'audiovisuel

Art. 21. Le premier alinéa de l'article 35 du décret-programme du 25 juillet 1996 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et l'audiovisuel est remplacé par l'alinéa qui suit :

« Le présent article s'applique à tout membre du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, nommé ou engagé définitivement dans un enseignement autre que l'enseignement supérieur dispensé dans les hautes écoles et désigné ou engagé provisoirement pour tout ou partie de ses prestations définitives dans l'enseignement supérieur dispensé dans les hautes écoles en application de l'article 3 du décret du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. »

A l'alinéa 2 du même article, les mots "ou engagé" sont ajoutés après les mots "le membre du personnel est désigné".

CHAPITRE III. — Modifications apportées au décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Art. 22. A l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, le montant de "10 122,9 millions de francs" est remplacé par le montant de "10 527,5 millions de francs".

CHAPITRE IV. — Modifications apportées au décret-programme du 26 juin 1992

Art. 23. L'article 28 du décret-programme du 26 juin 1992 est complété par l'alinéa suivant :

« Cette disposition n'est pas applicable aux hautes écoles. »

CHAPITRE V. — Modifications apportées à la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Art. 24. Dans l'article 12 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, est inséré un paragraphe 2ter-bis rédigé comme suit :

« Les montants perçus par une haute école à titre de minerval fixé au paragraphe 2, pour la totalité pour ce qui concerne le minerval payé par les étudiants qui s'inscrivent à des études classées dans l'enseignement supérieur de type court et la moitié pour ce qui concerne le minerval payé par les étudiants qui s'inscrivent à des études classées dans l'enseignement supérieur de type long, ainsi que les montants des droits d'inscription spécifiques perçus, conformément aux articles 59, 60 et 61 de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement, pour les étudiants étrangers visés à l'article 6, 2°, k), du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, qui sont financés, sont déduits de l'allocation annuelle globale de la haute école concernée.

Les paragraphes 2bis et 2ter du présent article ne sont pas applicables aux hautes écoles.

CHAPITRE VI. — Modifications apportées au décret du 4 février 1997 modifiant la législation dans le domaine de l'enseignement réformant l'organisation et le financement de l'enseignement supérieur

Art. 25. A l'article 5 du décret du 4 février 1997 modifiant la législation dans le domaine de l'enseignement réformant l'organisation et le financement de l'enseignement supérieur, les mots à l'exception des paragraphes 2 et 5 de l'article 1^{er}, qui entrent en vigueur lors de la rentrée académique 1997-1998" sont remplacés par "à l'exception du paragraphe 2 de l'article 1^{er}, qui entre en vigueur lors de la rentrée académique 1997-1998 et du paragraphe 5 de l'article 1^{er}, qui entre en vigueur lors de la rentrée académique 1998-1999. »

TITRE IV. — Dispositions relatives à l'enseignement supérieur artistique et à l'enseignement artistique supérieur

Art. 26. § 1^{er}. Les articles 1^{er} à 4 du décret du 5 août 1995 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur sont remplacés par les articles suivants :

« Article 1^{er}. En 1997-1998, pour l'application des normes d'encadrement et la détermination du nombre d'emplois dans les fonctions du personnel administratif dans l'enseignement supérieur de type long, pour la fixation du nombre de périodes admissibles et pour la fixation du nombre d'emplois dans les fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif dans l'enseignement supérieur de type court, le nombre d'étudiants subsidiaires pris en considération est le résultat de l'addition du nombre d'étudiants subsidiaires au 1^{er} février 1995, au 1^{er} février 1996 et au 1^{er} février 1997, divisé par trois.

Article 2. Pour l'année 1997-1995, le coefficient dont question à l'article 14, § 5, de la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long, telle qu'elle a été modifiée et à l'article 8, § 4, de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'architecture telle qu'elle a été modifiée, est fixé à 84 pour toutes les institutions de l'enseignement supérieur de type long.

Article 3. Pour l'année 1997-1998, le coefficient dont question à l'article 5 de l'arrêté royal n° 79 du 20 juillet 1982 fixant le nombre global de périodes admissibles dans l'enseignement supérieur de type court de plein exercice organisé ou subventionné par l'Etat, est fixé à 73 pour tous les établissements de l'enseignement supérieur de type court.

Article 4. Par dérogation aux dispositions des articles 1^{er} et 3, les établissements d'enseignement supérieur de type court dont la population a augmenté d'au moins 2 p.c. entre le 1^{er} février 1996 et le 1^{er} février 1997 peuvent organiser le même nombre de périodes admissibles que celui qui leur a été attribué en 1996-1997, si les modalités définies aux articles 1^{er} et 3 conduisent, en 1997-1998, à une diminution du nombre de périodes admissibles par rapport à celui qui leur a été attribué en 1996-1997.

Par dérogation aux dispositions des articles 1^{er} et 2, les établissements d'enseignement supérieur de type long dont la population a augmenté d'au moins 2 p.c. entre le 1^{er} février 1996 et le 1^{er} février 1997, peuvent bénéficier du même nombre d'unités d'encadrement que celui qui leur a été attribué en 1996-1997, si les modalités définies aux articles 1^{er} et 2 conduisent, en 1997-1998, à une diminution du nombre d'unités d'encadrement par rapport à celui qui leur a été attribué en 1996-1997. »

§ 2. Les articles 1^{er} et 5 de ce même décret forment le nouveau chapitre premier intitulé "Dispositions relatives au calcul de l'encadrement dans l'enseignement supérieur artistique et à l'enseignement universitaire».

Art. 27. Dans le même décret, est inséré un chapitre II intitulé "Dispositions relatives aux notions "d'étudiant régulièrement inscrit" et "d'étudiant entrant en ligne de compte pour le financement" dans l'enseignement supérieur artistique et dans l'enseignement artistique supérieur" et comprenant les articles 6 à 15, rédigés comme suit :

« Chapitre II. Dispositions relatives aux notions "d'étudiant régulièrement inscrit" et "d'étudiant entrant en ligne de compte pour le financement" dans l'enseignement supérieur artistique et dans l'enseignement artistique supérieur.

Article 6. § 1^{er}. L'étudiant régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement artistique supérieur ou un établissement supérieur artistique de type court, du 3^e degré ou de type long, ci-après dénommé l'établissement, est celui qui, répondant aux conditions d'accès prévues par les dispositions légales et réglementaires en la matière, est inscrit de la manière prescrite pour l'ensemble des activités d'enseignement prescrites et approuvées d'une section déterminée et suit régulièrement lesdites activités dans le but d'obtenir, s'il échec, à la fin de l'année scolaire ou académique, selon le cas, les effets de droits attachés à la réussite des examens

§ 2. Par dérogation aux dispositions du § 1^{er}, un étudiant régulièrement inscrit dans un établissement peut, dans le cadre d'accords conclus avec des hautes écoles ou établissements d'enseignement supérieur, universitaire ou non, belges ou étrangers, suivre certains de ces cours et travaux dans ces hautes écoles ou établissements d'enseignement supérieur et présenter les examens qui s'y rapportent.

Toutefois, l'étudiant régulièrement inscrit visé à l'alinéa 1^{er} ne sera pris en compte pour le financement que lorsqu'il suit les activités et travaux visés à l'alinéa 1^{er}, dans le cadre d'un accord approuvé par le Gouvernement :

- dans un établissement d'enseignement supérieur artistique ou artistique supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française;
- dans une haute école organisée ou subventionnée par la Communauté française;
- dans une institution universitaire organisée ou subventionnée par la Communauté française;
- dans un établissement d'enseignement supérieur, universitaire ou non, organisé ou subventionné par la Communauté flamande ou la Communauté germanophone;
- dans un établissement d'enseignement supérieur, universitaire ou non, situé dans un Etat membre de l'Union européenne ou, dans le cadre d'un programme adopté par l'Union européenne, situé dans un Etat tiers.

§ 3. Les activités d'enseignement visées au § 2 ne peuvent excéder une période de six mois au cours d'une même année scolaire ou académique. Toutefois, pour l'application de la seule notion "d'étudiant régulièrement inscrit", les activités d'enseignement visées au § 2 peuvent excéder une période de six mois sans dépasser celle d'un an.

Article 7. Parmi les étudiants régulièrement inscrits, entrent en ligne de compte pour le financement :

- 1° les étudiants de nationalité belge;
- 2° les étudiants étrangers suivants :
 - a) de nationalité luxembourgeoise;
 - b) dont le père ou la mère ou le tuteur légal a la nationalité belge;
 - c) dont le père ou la mère ou le tuteur réside régulièrement en Belgique;
 - d) dont le conjoint réside en Belgique et y exerce une activité professionnelle ou y bénéficie d'un revenu de remplacement;
 - e) qui résident en Belgique et y ont obtenu les avantages liés au statut de réfugié ou de candidat réfugié, accordé par la délégation en Belgique du Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés, ainsi que ceux dont le père ou la mère ou le tuteur légal se trouve dans la même situation;
 - f) qui sont pris en charge ou entretenus par les Centres publics d'aide sociale, dans un home qui appartient à ceux-ci ou dans un home auquel ils ont été confiés;
 - g) qui résident en Belgique, y exercent une activité professionnelle réelle et effective ou y bénéficient de revenus de remplacement;
 - h) qui sont ressortissants d'un pays ayant conclu avec la Belgique ou la Communauté française un accord spécifique, dans le cadre et les limites de cet accord;
 - i) qui ont obtenu une bourse d'études à charge des crédits nationaux de la coopération au développement;
 - j) qui ont obtenu une bourse d'études de la Communauté française dans le cadre et dans les limites d'un accord culturel conclu par la Belgique ou la Communauté française;
 - k) autres que ceux mentionnés aux points a) à j). Toutefois, ces étudiants ne peuvent intervenir qu'à concurrence de 2 p.c. maximum du nombre d'étudiants belges régulièrement inscrits au 1^{er} février de l'année scolaire ou académique précédente dans l'établissement concerné, et à condition que le droit d'inscription complémentaire requis ait été perçu par l'établissement et versé par lui au ministère de la Communauté française.

Article 8. Pour l'application de l'article 7 du présent décret, il n'est tenu compte que d'une seule inscription régulière par étudiant à la date du 1^{er} février de l'année scolaire ou académique précédente.

Article 9. § 1^{er}. Outre les étudiants visés à l'article 7, 2°, k), qui ne sont pas pris en compte pour le financement, ne sont pas pris en compte pour le financement :

- 1° les étudiants qui, après avoir été régulièrement inscrits deux fois dans une même année d'études dans l'enseignement supérieur subventionné ou organisé par la Communauté française à l'exception de l'enseignement universitaire, sans l'avoir réussie, s'y inscrivent dans les cinq ans qui suivent leur dernier échec;
- 2° les étudiants qui, après avoir été régulièrement inscrits trois fois dans une même année d'études, quel que soit la catégorie ou le domaine, dans l'enseignement supérieur subventionné ou organisé par la Communauté française y compris l'enseignement universitaire, sans l'avoir réussie, s'y inscrivent dans les cinq ans qui suivent leur dernier échec;
- 3° les étudiants qui, après avoir été régulièrement inscrits trois fois dans une même année d'études ou toute autre subdivision d'études, quelle que soit la discipline étudiée, dans un système d'enseignement relevant de l'enseignement supérieur, belge ou étranger, sans l'avoir réussie, s'y inscrivent dans les cinq ans qui suivent leur dernier échec;

4° les étudiants qui s'inscrivent à des études conduisant à un grade visé à l'article 1^{er} de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture, à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 15 avril 1965 réglementant, au troisième degré de l'enseignement technique supérieur, les études conduisant au diplôme des arts du spectacle et techniques de diffusion, à l'article 7 de l'arrêté royal du 31 août 1978 relatif aux conditions de classement de l'enseignement des arts plastiques de plein exercice dans les trois degrés de l'enseignement artistique supérieur, à l'article 4 de l'arrêté royal du 12 décembre 1979 fixant les nouvelles structures et l'organisation des études de l'Ecole supérieure des arts plastiques et visuels de l'Etat à Mons ou à l'article 2 de l'arrêté royal du 4 avril 1980 fixant les nouvelles structures et l'organisation des études de l'Ecole nationale supérieure des arts visuels de la Cambre, alors qu'ils ont déjà obtenu, dans les cinq ans qui précèdent la demande d'inscription, soit deux grades visés aux articles 1^{er} de la loi du 18 février 1977 précitée, 1^{er} de l'arrêté royal du 15 avril 1965 précité, 7 de l'arrêté royal du 31 août 1978 précité, 4 de l'arrêté royal du 12 décembre 1979, 2 de l'arrêté royal du 4 avril 1980, soit deux grades académiques visés à l'article 6, §§ 2 et 4, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, soit deux grades visés aux articles 15 et 18, § 2, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, soit un grade visé aux articles 1^{er} de la loi du 18 février 1977 précitée, 1^{er} de l'arrêté royal du 15 avril 1965 précité, 7 de l'arrêté royal du 31 août 1978 précité, 4 de l'arrêté royal du 12 décembre 1979 précité, 2 de l'arrêté royal du 4 avril 1980 précité et un grade académique visé à l'article 6, §§ 2 et 4, du décret du 5 septembre 1994 précité ou un grade visé aux articles 15 ou 18, § 2, du décret du 5 août 1995 précité, soit un grade académique visé à l'article 6, §§ 2 et 4, du décret du 5 septembre 1994 précité et un grade visé aux articles 15 ou 18, § 2, du décret du 5 août 1995 précité;

5° à partir de l'année académique 1998-1999, les étudiants qui n'ont pas terminé avec succès, en trois années scolaires ou académiques, à compter de leur première inscription dans une même section, les deux premières années des études de ladite section, dans les cinq ans qui suivent leur dernier échec.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, dans l'hypothèse d'études réparties sur plus d'un cycle, si le premier cycle comprend deux années d'études, les première, deuxième et troisième années d'études du deuxième cycle sont considérées respectivement comme les troisième, quatrième et cinquième années d'études

Dans cette même hypothèse, si le premier cycle comprend trois années d'études, les première, deuxième et troisième années d'études du deuxième cycle sont considérées respectivement comme les quatrième, cinquième et sixième années d'études.

Article 10. § 1^{er}. L'étudiant choisit librement l'établissement auquel il souhaite s'inscrire. Tout étudiant peut s'inscrire dans l'établissement de son choix jusqu'au 15 novembre de l'année scolaire ou académique en cours.

§ 2. Toutefois, par décision formellement motivée, la direction de l'établissement mentionné au § 1^{er} peut refuser l'inscription d'un étudiant :

1° lorsque cet étudiant a fait l'objet dans le même établissement, au cours de l'année scolaire ou académique précédente, d'une sanction disciplinaire ayant entraîné son éloignement de l'établissement pour le reste de l'année scolaire ou académique;

2° lorsque cet étudiant est visé par l'article 7, 2°, k), sauf s'il est ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, ou par l'article 9 du présent décret;

3° lorsque cet étudiant demande son inscription à un programme de cours qui ne donne pas lieu à financement par la Communauté française.

§ 3. L'information par laquelle la décision du refus d'inscription d'un étudiant lui est communiquée, doit intervenir endéans un délai de 15 jours prenant cours au jour de la réception de la demande de l'étudiant.

§ 4. L'étudiant dont on a refusé l'inscription doit en être informé par pli recommandé. Cette information contient également les modalités d'exercice des droits de recours

Lorsque ce refus émane d'un établissement organisé par la Communauté française, l'étudiant peut, dans les 10 jours, par pli recommandé, faire appel de la décision devant le Gouvernement qui peut, dans les 30 jours, invalider le refus.

Lorsque ce refus émane d'un établissement subventionné par la Communauté française, l'étudiant peut, dans les 10 jours, par pli recommandé, faire appel de la décision devant la commission visée au dernier alinéa, qui peut, dans les 30 jours, invalider le refus.

Les établissements subventionnés par la Communauté française prévoient, dans leurs dispositions réglementaires, la création et l'organisation d'une commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription. Cette commission, qui présente des garanties d'indépendance, peut, dans le respect des modalités fixées par les dispositions réglementaires, invalider le refus.

§ 5. La preuve que l'étudiant ne se trouve pas dans les cas visés au § 2, 2°, est apportée par tout document probant ou à défaut par une déclaration sur l'honneur signée par l'étudiant.

En cas de fraude, l'étudiant perd immédiatement la qualité d'étudiant régulièrement inscrit, de même que les effets de droits attachés à la réussite d'épreuves.

§ 6. A partir de l'année académique 1998-1999 et sauf dérogation accordée par le Gouvernement, dans les conditions qu'il détermine, nul ne peut être inscrit aux études s'il n'a pas fait la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française.

Cette preuve peut être apportée :

1° soit par la réussite d'un examen organisé à cette fin par un ou plusieurs établissements suivant des dispositions arrêtées par le Gouvernement;

2° soit par la possession d'un diplôme, belge ou étranger, sanctionnant le cycle final d'études secondaires ou un cycle d'études supérieures suivis dans un établissement dont la langue d'enseignement est la langue française;

3° soit par la possession d'un diplôme, belge ou étranger, sanctionnant le cycle final d'études secondaires ou un cycle d'études supérieures suivis dans un établissement dont la langue d'enseignement est partiellement la langue française, si, après examen du programme d'études suivi dans le cadre de ces études, le Gouvernement assimile, en vue de l'application de la présente disposition, la possession de ce diplôme à celle du diplôme repris sous 2°; le Gouvernement fixe la liste des diplômes ainsi assimilés.

Le diplôme sanctionnant le cycle final d'études secondaires ou un cycle d'études supérieures suivis dans un établissement relevant de la Communauté germanophone et dont la langue de l'enseignement est partiellement la langue française est assimilé à un des diplômes visés au 2°.

Article 11. N'est pas applicable aux établissements visés à l'article 6 du présent décret, dans l'arrêté royal du 22 mars 1961 portant application de l'article 5 de la loi du 14 mai 1955 et des articles 24, 27 et 32 de la loi du 29 mai 1959, modifiant la législation relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique, l'article 9.

Article 12. N'est pas applicable aux établissements visés à l'article 6 du présent décret, dans l'arrêté royal du 14 novembre 1962 portant règlement général des études dans l'enseignement technique supérieur, l'article 6*bis*.

Article 13. N'est pas applicable aux établissements visés à l'article 6 du présent décret, dans l'arrêté royal du 22 février 1984 portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice, l'article 5.

Article 14. N'est pas applicable aux établissements visés à l'article 6 du présent décret, dans l'arrêté royal du 3 novembre 1987 portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice, l'article 6, alinéa 1^{er}.

Article 15. Ne sont pas applicables aux établissements visés à l'article 6 du présent décret, dans l'arrêté royal du 6 novembre 1987 fixant les notions "d'étudiant régulièrement inscrit" et "d'étudiant entrant en ligne de compte pour le financement" dans l'enseignement supérieur de plein exercice, à l'exception de l'enseignement universitaire :

- 1° l'article 1er;
- 2° l'article 2, § 2;
- 3° l'article 4;
- 4° l'article 5;
- 5° l'article 6, § 2, alinéa 1^{er}, 2^e phrase;
- 6° l'article 6*bis*;
- 7° l'article 6*ter*.

Art. 28. Dans l'article 12, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, telle que modifiée par la loi du 5 août 1978, l'arrêté royal n° 462 du 17 septembre 1986, les décrets du 12 juillet 1990 et du 9 septembre 1996, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

« Pour les étudiants qui ne sont pas visés à l'alinéa 3, qui demandent à être inscrits dans un établissement d'enseignement artistique supérieur ou supérieur artistique visé à l'article 6, § 1^{er}, du décret du 5 août 1995 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur et pour lesquels l'article 9 du décret du 5 août 1995 précité s'applique, il ne peut y avoir de différence de traitement par rapport aux étudiants demandant leur inscription dans une même section du même établissement d'enseignement artistique supérieur ou supérieur artistique visé à l'article 6, § 1^{er}, du décret du 5 août 1995 précité, qui ne sont pas visés à l'alinéa 3 et pour lesquels l'article 9 du décret du 5 août 1995 précité ne s'applique pas. »

TITRE V. — Dispositions relatives à l'enseignement de promotion sociale

CHAPITRE Ier. — Modifications au décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale

Art. 29. Les alinéas 6 et suivants de l'article 87 du décret du 16 avril 1991 précité sont remplacés par les dispositions suivantes :

« A partir du 1^{er} janvier 1997 pour ce qui concerne le 1°, du 1^{er} janvier 1998 pour ce qui concerne le 2° et du 1^{er} janvier 1999 pour ce qui concerne le 3°, les ajustements visés à l'alinéa 1^{er} comprennent :

- 1° les reports à 100 p.c. des périodes non utilisées pour les pouvoirs organisateurs durant l'avant-dernière année civile qui précède;
- 2° les périodes converties en emplois d'encadrement en application de l'article 111 durant l'avant-dernière année civile qui précède;
- 3° les périodes déduites de la dotation-école en application de l'article 87*bis*, § 2, durant l'avant-dernière année civile qui précède.

Les mécanismes visés à l'alinéa 6 ne peuvent entraîner une augmentation des crédits alloués à l'enseignement de promotion sociale.

Les reports visés à l'alinéa 6 n'interviennent que pour les pouvoirs organisateurs qui déclarent, avant le 15 décembre de l'année en cours, qu'ils n'utiliseront pas durant l'année civile en cours les périodes dont ils demandent le report. Ces périodes ne peuvent être prêtées à un établissement en voie de création.

Les périodes rémunérées à des enseignants nommés ou engagés à titre définitif dans le cadre d'une mise en disponibilité par défaut d'emploi ou d'une perte partielle de charge pour lesquelles les enseignants concernés n'ont été ni réaffectés, ni remis au travail, ni rappelés en activité de service ne peuvent faire l'objet des reports visés à l'alinéa précédent.

En fonction des crédits budgétaires alloués à l'enseignement de promotion sociale, le Gouvernement de la Communauté française peut appliquer à la dotation-période de l'ensemble des établissements, calculée en application des alinéas précédents, un coefficient global qui ne peut être inférieur à 0,9. »

Art. 30. § 1^{er}. A l'article 87*bis*, § 1^{er}, du décret du 16 avril 1991 précité est ajouté à l'alinéa 1er le littéra suivant :

« les périodes de cours d'une section ou unité de formation qui constituent un nouveau domaine de formation et qui ont été organisées sans faire l'objet de l'avis préalable prévu à l'article 92, alinéa 2. Cette pénalité ne s'applique cependant pas si la commission zonale d'avis et de coordination visée à l'article 123*bis* n'a pas rendu son avis dans un délai de 45 jours calendrier après l'introduction de la demande, ce délai étant suspendu pendant la durée des vacances scolaires ».

§ 2. A l'article 87*bis*, § 2, du décret du 16 avril 1991 précité, les mots "sont assimilées aux périodes visées au § 1^{er}" sont remplacés par les mots "sont déduites totalement ou partiellement de la dotation école visée à l'article 91 pour chaque année civile pendant laquelle se termine une année scolaire durant laquelle la perte partielle de charge ou la mise en disponibilité par défaut d'emploi est effective "

§ 3. A l'article 87*bis*, § 2, du décret du 16 avril 1991 précité, est ajouté l'alinéa suivant :

« Cette déduction s'opère au prorata du traitement ou de la subvention-traitement versé au membre du personnel mis en disponibilité. »

§ 4. A l'article 87*bis* du décret du 16 avril 1991 précité est ajouté le paragraphe suivant :

« § 3. Le Gouvernement de la Communauté française arrête les conditions auxquelles le rappel en activité de service ou la réaffectation d'un membre du personnel enseignant dont la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou la perte partielle de charge a pris cours, dans l'enseignement de promotion sociale, avant le 1^{er} septembre 1997 donne droit à un supplément de dotation de périodes. »

Art. 31. A l'article 92 du décret du 16 avril 1991 précité sont ajoutés les alinéas suivants :

« L'ouverture d'une unité de formation par un établissement dans un nouveau domaine de formation doit faire l'objet d'un avis préalable de la commission zonale d'avis et de coordination visée à l'article 123*bis*. Ne sont pas prises en compte les unités de formation financées à raison d'au moins 50 p.c. par une intervention extérieure, autre que provenant du Fonds social européen, en application de l'article 115.

Le Gouvernement de la Communauté française arrête la liste des domaines de formation. »

Art. 32. A l'article 96 du décret du 16 avril 1991 précité, les termes "au 1^{er} juillet qui suit la date d'entrée en vigueur du présent décret" sont remplacés par les termes "au 1^{er} septembre 1997; pour les années suivantes, au 1^{er} janvier ou au 1^{er} juillet et au plus tard le 1^{er} janvier 2000".

Art. 33. Dans le décret du 16 avril 1991 précité est ajouté un article 96*bis* rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Tout établissement autonome d'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française peut être fusionné, à l'initiative de son pouvoir organisateur, avec un ou plusieurs autres établissements autonomes dont le(s) pouvoir(s) organisateur(s) marque(nt) son (leur) accord sur cette fusion.

Tout établissement autonome de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française peut être fusionné, à l'initiative du Gouvernement de la Communauté française, avec un ou plusieurs autres établissements autonomes.

§ 2. Par fusion, il faut entendre :

1° La réunion en un seul établissement de plusieurs établissements qui disparaissent simultanément. Un des sièges d'origine devient le siège du nouvel établissement autonome, le ou les autres sièges d'origine deviennent des implantations dudit établissement;

2° La réunion de plusieurs établissements dont l'un continue à exister et absorbe l'autre ou les autres, qui deviennent alors implantations du premier établissement.

§ 3. A l'issue de la fusion visée au § 2, l'établissement n'a qu'un seul pouvoir organisateur.

§ 4. Les implantations des établissements fusionnés qui préexistaient à la fusion peuvent conserver leur statut d'implantation après celle-ci.

§ 5. Toute fusion doit prendre cours soit au 1^{er} juillet, soit au 1^{er} janvier de chaque année.

Art. 34. Dans le décret du 16 avril 1991 précité est ajouté un article 96*ter*, rédigé comme suit :

« Article 96*ter*. Le Gouvernement de la Communauté française peut autoriser plusieurs établissements de l'enseignement de promotion sociale à se restructurer à la demande des pouvoirs organisateurs concernés. Par restructuration, il faut entendre la reprise par un établissement autonome d'une ou plusieurs implantations dépendant d'un autre établissement. Une restructuration ne peut entraîner la création d'implantations supplémentaires. »

Art. 35. A l'article 111, § 1^{er}, du décret du 16 avril 1991 précité sont ajoutés les alinéas suivants :

« Les emplois visés à l'alinéa 1^{er} peuvent être communs à plusieurs établissements autonomes, pour autant que les pouvoirs organisateurs concluent entre eux une convention à cet effet ou que ce choix procède d'une décision du pouvoir organisateur si celui-ci est identique pour les différents établissements concernés.

Cette convention ou la décision du pouvoir organisateur identifie l'établissement auquel le titulaire de l'emploi est rattaché sur le plan administratif.

Tout établissement doit compter un directeur et un éducateur-économiste, s'il échec conformément aux modalités fixées dans la convention ou dans la décision visée à l'alinéa 2.

En aucun cas, la convention ou la décision visée aux alinéas précédents ne peut entraîner une mise en disponibilité ou une perte partielle de charge.

Le Gouvernement de la Communauté française détermine les conditions dans lesquelles le pouvoir organisateur peut convertir un ou plusieurs des emplois visés à l'alinéa 1^{er} en dotations de périodes ainsi que les conditions dans lesquelles les dotations de périodes peuvent être converties par le pouvoir organisateur en un ou plusieurs des emplois visés à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 36. Dans le décret du 16 avril 1991 précité est ajouté un article 111*bis* rédigé comme suit :

« Article 111*bis*. Nonobstant les statuts et les dispositions applicables aux membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par la Communauté française, seuls 70 p.c. des périodes de la dotation de périodes visée à l'article 82, peuvent donner lieu à des nominations ou à des engagements à titre définitif. »

Art. 37. Dans le titre III du décret du 16 avril 1991 précité est introduit un chapitre VII rédigé comme suit :

« Chapitre VII. — Les commissions zonales d'avis et de coordination

Article 123*bis*. § 1^{er}. Il est créé une commission zonale d'avis et de coordination dans chaque zone définie au § 2.

§ 2. Les zones visées au § 1^{er} sont les zones géographiques suivantes :

1° la province de Luxembourg;

2° la province de Namur;

3° la province de Hainaut;

4° la province de Liège, à l'exception de la région de langue allemande;

5° la province du Brabant Wallon;

6° la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 3. Les commissions zonales d'avis et de coordination ont pour mission :

1° de donner un avis préalable à l'ouverture d'une unité de formation dans un nouveau domaine de formation par un établissement ou une implantation situé dans la zone. Cet avis préalable est motivé notamment eu égard à l'offre de formation déjà préexistante dans la zone et à la demande de formation s'il s'agit d'une formation qualifiante.

L'analyse de l'offre devra prendre en compte tant les formations préexistantes dans le domaine visé que la structure générale de l'offre.

La présence d'une offre équilibrée pour chaque réseau dans chacun des niveaux sera également examinée;

2° de coordonner l'action des représentants de l'enseignement de promotion sociale au sein des organes de concertation qui, sur base sous-régionale, regroupent les différents opérateurs de formation

Sur avis du Conseil supérieur visé à l'article 78, le Gouvernement précise les critères d'évaluation du caractère équilibré de l'offre, visé à l'alinéa 1^{er}, 1°.

§ 4. Chaque commission visée au § 1^{er} se compose d'un membre par établissement dont le siège ou une implantation est situé dans la zone et d'un représentant de chaque organisation syndicale reconnue par la loi du 19 septembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si la zone compte plus de 30 établissements ou implantations, la représentation syndicale est portée à trois représentants pour chaque organisation syndicale visée à l'alinéa 1^{er}.

Tous ont voix délibérative.

Les membres représentant les établissements sont désignés, en ce qui concerne l'enseignement subventionné par la Communauté française, par le pouvoir organisateur de l'établissement et, en ce qui concerne l'enseignement organisé par la Communauté française, par le directeur de l'établissement.

Les mandats sont gratuits. Les membres ont cependant droit au remboursement de leurs frais de parcours.

§ 5. Le Gouvernement détermine les modalités de fonctionnement de la commission visée au § 1^{er} en tenant compte notamment des principes suivants :

1° la commission visée au § 1^{er} ne peut émettre valablement ses avis que lorsqu'au moins la moitié des membres sont présents.

Lorsque le quorum n'est pas atteint, une réunion est tenue dans les quinze jours ouvrables, sur nouvelle convocation, avec le même ordre du jour que celui de la réunion précédente.

Quel que soit le nombre des membres présents, un avis valable est donné;

2° à défaut de consensus, un vote est organisé. Dans ce cas, des notes de minorité peuvent être jointes aux avis.

§ 6. Chaque commission visée au § 1^{er} peut créer des groupes de travail. »

CHAPITRE II. — *Modification à la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Art. 38. A l'article 12 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est ajouté le paragraphe suivant :

"§ 5. Lors de son inscription dans une unité de formation ou section de l'enseignement de promotion sociale, chaque étudiant doit être informé des montants respectifs du droit d'inscription, de l'éventuel droit d'inscription occupationnel, et du montant de l'éventuel minerval direct ou indirect propre à l'établissement

Ces montants respectifs doivent également être affichés dans un lieu accessible à l'ensemble des étudiants.

TITRE VI. — **Disposition finale**

Art. 39. Les articles 1^{er} à 15 entrent en vigueur le 1^{er} septembre 1997.

L'article 20 produit ses effets le 1^{er} septembre 1995.

Les articles 18, 19, 21 et 23 produisent leurs effets le 1^{er} septembre 1996.

L'article 22 entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Les articles 16 et 17 entrent en vigueur le 15 mai 1997.

Les articles 24 à 38 entrent en vigueur le 1^{er} septembre 1997.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 24 juillet 1997.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

W. ANCIEN

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 2589

[S - C - 97/29336]

24 JULI 1997. — Programmadecreet met betrekking tot diverse dringende maatregelen in verband met het onderwijs (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. - Bepalingen betreffende de opvoeding en het onderwijs**HOOFDSTUK I — Algemene bepalingen**

Artikel 1. In artikel 10*bis*, alinea 1 van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 in verband met de opdrachten, wedden, weddetoelagen en verloven voor beperkte prestaties in het onderwijs en de psycho-medische centra, ingevoegd door het decreet van 19 juli 1993 en gewijzigd door de decreten van 22 december 1994 en 2 april 1996, worden de woorden « ter beschikking gesteld bij gebrek aan een betrekking of opdrachtverlies » vervangen door de woorden « blijven ter beschikking bij gebrek aan een betrekking of het gedeeltelijk verlies van een opdracht nadat de wederaanstellingsprocedures uitgevoerd werden ».

Art. 2. Artikel 10*ter*, alinea 2 van hetzelfde besluit, ingevoegd door het decreet van 19 juli 1993, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Het personeelslid houder van een wervingsambt dat van een dergelijke beschikbaarheid geniet, is verplicht ten minste de helft en ten hoogste de helft plus twee perioden van de duur van de volledige prestaties die in verband staan met de functie die hij uitoefent, uit te voeren.

Het personeelslid houder van een selectieambt dat van een dergelijke beschikbaarheid geniet, is verplicht ten minste vijf halve dagen per week te presteren. »

Art. 3. In hoofdstuk II, ter beschikkingstelling om persoonlijke redenen die het rustpensioen voorafgaat, van hetzelfde besluit, wordt een artikel 10*septies* ingevoegd geformuleerd als volgt :

« Artikel 10*septies*. - Voor de toepassing van het artikel 10*ter*, moet het personeelslid de leeftijd van 55 jaar bereikt hebben ten laatste op 1 januari van het school- of academiejaar tijdens hetwelk de terbeschikkingstelling om persoonlijke redenen die het rustpensioen voorafgaat in werking treedt.

Voor de toepassing van artikelen 10 en 10*bis* moet deze leeftijdsgrens bereikt zijn op 1 oktober van het school- of academiejaar tijdens hetwelk de terbeschikkingstelling om persoonlijke redenen die het rustpensioen voorafgaat in werking treedt. »

Art. 4. In hetzelfde hoofdstuk van hetzelfde decreet, wordt een artikel 10*octies* ingevoegd geformuleerd als volgt :

« Artikel 10*octies*. - Het personeelslid dat zich in terbeschikkingstelling bevindt om persoonlijke redenen, voorafgaand aan het rustpensioen op basis van de artikelen 8, 10, 10*bis* of 10*ter* die een overlevingspensioen geniet kan een tijdelijke vermindering aanvragen van het tijdelijk wachtgeld of van de tijdelijke subsidie waar hij recht op heeft. »

Art. 5. In hetzelfde hoofdstuk van hetzelfde decreet, wordt een artikel 10*nonies* ingevoegd, geformuleerd als volgt :

« Artikel 10*nonies*. De terbeschikkingstelling om persoonlijke redenen voorafgaandelijk aan het rustpensioen bedoeld onder artikelen 8, 10, 10*bis* en 10*ter* worden toegekend door de Regering. »

Art. 6. In artikel 4 van de wet van 6 juli 1970 met betrekking tot het buitengewoon en geïntegreerd onderwijs, wordt alinea 2 vervangen door de volgende bepaling :

« De Regering kan :

1° toegang verschaffen tot het buitengewoon onderwijs van het type 7 voor een kind jonger dan twee jaar en zes maanden indien het slechthorend of doof is en indien een rapport opgemaakt door een dienst voor vroegtijdige hulp of van een audiofoon centrum, het schoolbezoek absoluut noodzakelijk acht;

2° de schooltijd verlengen van een leerling ouder dan 21 jaar die een vormingscyclus volbrengt met het doel een kwalificatiecertificaat of een certificaat van hoger secundair onderwijs te bekomen;

3° de schooltijd verlengen van een leerling ouder dan 21 jaar die niet opgenomen kan worden door een beschermde werkplaats, een verblijfsinrichting of een dagcentrum, op voorwaarde dat de onkosten voor deze opvang niet ten laste komen van het budget van de Franse Gemeenschap, zonder dat daarom een inbreuk zou gemaakt worden op de verplichting van kosteloosheid. »

Art. 7. In artikel 7 van dezelfde wet wordt punt 6 opgeheven.

Art. 8. Artikel 8 van het koninklijk besluit van 15 april 1977 dat de regels en berekeningsvoorwaarden bepaalt in verband met het aantal betrekkingen voor bepaalde ambten van opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel van de secundaire en hogere onderwijsinstellingen, gewijzigd door het koninklijk besluit n° 61 van 20 juli 1982 en door het decreet van 2 april 1996, wordt aangevuld door het volgende lid :

« Indien een fusie of herstructurering plaatsgrijpt tussen instellingen, overeenkomstig de artikelen 5*ter* en 5*quater* van het decreet van 29 juli 1992, betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, worden de leerlingen van de diverse gefusioneerde en geherstructureerde instellingen beschouwd als ingeschreven in de instelling die uit de fusie of herstructurering ontstaan is. »

Art. 9. In artikel 12, alinea 1 van het decreet van 3 juli 1993 dat het secundair onderwijs met beperkt leerplan organiseert, wordt het woord « complementair » geschrapt.

(1) Sessie 1996-1997

Documenten van de Raad. - Nrs. 166 - nr. 1 : ontwerp van decreet; nrs. 2 & 3 : Advies van de Commissies; nrs. 4 tot 16 : Amendementen door de Commissie; nr. 17 : Verslag; nrs. 18 tot 20 : Amendementen tijdens de zitting.

Integrale verslagen. - Discussie : zittingen van 8 en 15 juli 1997. - Aanneming : zitting van 17 juli 1997.

Art. 10. In artikel 18 van hetzelfde decreet, gewijzigd door het decreet van 18 maart 1996, worden de woorden « op 1 oktober van het schooljaar » vervangen door de woorden « op 15 januari van het voorgaand schooljaar. »

Art. 11. Artikel 5*bis* van het decreet van 29 juli 1992 betreffende de organisatie van het voltijds secundair onderwijs, ingevoegd door het decreet van 5 augustus 1995 wordt aangevuld met de volgende alinea :

« Een instelling die echter op het niveau van het secundair onderwijs van het type 1 slechts de artistieke vorming organiseert, kan zolang in stand gehouden worden als de instelling van hoger artistiek onderwijs waarin het geïntegreerd werd dezelfde structuur bewaart. »

Art. 12. Alinea 1 van artikel 20, § 1 van hetzelfde decreet gewijzigd door het decreet van 2 april 1996, wordt aangevuld met de volgende zin :

« De Regering kan echter een transfer van lestijden/leerkrachten toestaan van meer dan 5 p.c. indien het aantal ingeschreven leerlingen in de 1ste graad op 1 oktober van het schooljaar 5 p.c. lager ligt dan het aantal leerlingen in de 1ste graad die in aanmerking komen om de lestijden/leerkrachten vast te leggen overeenkomstig artikel 22, § 1. »

Art. 13. Artikel 21*quater* van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« In de instellingen die voorkomen op de lijst opgesteld in toepassing van artikel 10 van het decreet van 27 oktober 1994 dat het overleg organiseert voor het secundair onderwijs, kan er een aanvullend ambt worden voorzien van provisor of onderdirecteur of van provisor of onderdirecteur die voornamelijk verantwoordelijk zijn voor de eerste graad. Dit ambt dat vanzelfsprekend volledige prestaties vereist wordt aangerekend tegen 28 lestijden/leerkrachten in het volledige aantal lestijden/leerkrachten. »

HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

Art. 14. In artikel 6, § 1 van het koninklijk besluit n° 456 van 10 september 1986 betreffende de rationalisering en de programmering van de internaten van het onderwijs door de Staat georganiseerd of gesubsidieerd, gewijzigd door de decreten van 21 december 1992, 10 april 1995 en 25 juli 1996, worden de woorden « 30 juni 1997 » vervangen door de woorden « 30 juni 1998 ».

Art. 15. In afwijking van artikel 9 van het decreet van 14 maart 1995 in verband met de promotie van een school en het slagen in het basisonderwijs gewijzigd door het decreet van 25 juli 1996, worden de experimenten, projecten en budgetten van de prioritaire opvoedingsszones verlengd tot 31 augustus 1998.

TITEL III. — *Bepalingen betreffende het universitair onderwijs*

Art. 16. § 1. In artikel 11, paragraaf 1, van het decreet van 5 september 1994 betreffende de regeling van de universitaire studies en academische graden, worden de woorden « met uitzondering van de studies in de tandheelkunde » ingevoegd na de woorden « die ze bekrachtigt ».

§ 2. In hetzelfde artikel wordt een zevende paragraaf ingevoegd die als volgt opgesteld is :

« § 7. Hebben slechts toegang tot de studies van de tweede cyclus met het oog op het bekomen van de academische graad van licentiaat in de tandheelkunde, de houders van een academische graad van kandidaat in de tandheelkunde die op het einde van een eerste cyclus een attest bekomen hebben, gewag makend van het gunstig advies van een commissie die voor dat doel werd samengesteld in elk van de universitaire instellingen die studies organiseren in het domein van de tandheelkunde.

Deze bepaling is niet van toepassing op de studenten die een studiejaar van de eerste cyclus in de tandheelkunde met vrucht volbracht hebben voor het academisch jaar 1997-1998. »

Art. 17. De artikelen 14*octies* tot 14*terdecies*, als volgt opgesteld, worden ingevoegd in hetzelfde decreet, gewijzigd door het decreet van 25 juli 1996 en door het decreet betreffende diverse maatregelen in verband met het universitair onderwijs van...

« Artikel 14*octies*. Elk jaar, vóór de maand juni, en voor de eerste keer in 1997, bepaalt de Regering, onder andere rekening houdend met artikel 170 van de wet van 29 april 1996 betreffende de sociale beschikkingen, het globale aantal studenten die twee jaar later zullen kunnen genieten van het getuigschrift voorzien onder artikel 11 § 7.

Artikel 14*nonies*. Elk jaar, tegelijkertijd met de bepaling van het globale aantal, voorzien in het voorgaand artikel, bepaalt de Regering de verdeling onder de drie universitaire instellingen die de studies in de tandheelkunde organiseren van de getuigschriften die twee jaar later zullen uitgereikt worden.

Met het oog op deze verdeling, zal een aantal getuigschriften gelijk aan het globale aantal verminderd met negen eenheden verdeeld worden onder de drie instellingen, naar rato van het aantal diploma's van kandidaat in de tandheelkunde die toegekend werden aan personen die daarna het diploma verkregen hebben van licentiaat in de tandheelkunde. Deze verdeling gebeurt volgens de wet van de "sterkste blijft". Deze verdeling houdt rekening tot in 2002 met de diploma's van licentiaat in de tandheelkunde van de vorige jaren en dit sinds het jaar 1991. Vanaf 2003 zal de verhouding tussen de drie instellingen gelijk zijn aan die weerhouden voor het jaar 2002.

De negen overblijvende getuigschriften worden in drie gelijke delen verdeeld onder de instellingen.

Artikel 14*decies*. De commissie bedoeld onder artikel 11 § 7, is samengesteld uit vijf leden van het onderwijzend personeel. Drie leden behoren tot de betrokken universitaire instelling en twee leden behoren respectievelijk tot de andere universitaire instellingen die de graad van kandidaat in de tandheelkunde toekennen. Deze laatsten moeten deel uitmaken van een van de jury's van een studieprogramma in de tandheelkunde en de commissie van de instelling waar ze afhankelijk van zijn.

Alle leden zijn stemgerechtigd.

Op eensluidend advies van elke universitaire instelling bepaalt de Regering bij het begin van elk academisch jaar de samenstelling van de drie commissies.

Elke commissie bepaalt de bijzondere werkings- en beslissingsmodaliteiten. Elke instelling duidt de voorzitter aan van haar commissie.

Artikel 14*undecies*. De commissie houdt een zitting per jaar die plaatsheeft na het einde van de tweede examensessie georganiseerd door de universitaire instelling voor het betrokken academiejaar.

Voor de uitreiking van het getuigschrift bedoeld onder artikel 11, § 7, kunnen de studenten slechts hun kandidatuur indienen bij de commissie van de instelling waar zij afhankelijk van zijn tijdens het academisch jaar gedurende hetwelk ze de graad van kandidaat in de tandheelkunde behaald hebben.

Voor de uitreiking van het getuigschrift bedoeld onder artikel 11, § 7, kunnen de studenten van wie het diploma in de tandheelkunde uitgereikt werd door een examencommissie van universitair onderwijs van de Gemeenschap, slechts hun kandidatuur indienen bij de commissie van de instelling waarbij deze examencommissie gevestigd is en dit tijdens het academiejaar gedurende hetwelk zij de graad van kandidaat in de tandheelkunde behaald hebben.

Voor de uitreiking van het getuigschrift bedoeld onder artikel 11, § 7, kunnen de studenten van wie het buitenlands diploma als volledig gelijkwaardig werd erkend met het diploma van licentiaat in de tandheelkunde of gedeeltelijk gelijkwaardig met dat van licentiaat in de tandheelkunde, door een universitaire instelling krachtens artikel 36, slechts hun kandidatuur indienen bij de commissie georganiseerd in de instelling die de gelijkwaardigheid heeft toegekend en dit tijdens het academiejaar gedurende hetwelk zij hun gelijkwaardigheid behaald hebben.

Artikel 14*duodecies*. Met het oog op de uitreiking van het getuigschrift, klasseert de commissie de studenten op een totaal van 200 punten waarvan 60 punten toegekend worden voor de eerste kandidatuur in de tandheelkunde en 140 punten toegekend worden aan de tweede kandidatuur in de tandheelkunde. De getuigschriften worden toegekend in dalende volgorde van rangschikking binnen de grens van de aantallen bepaald in artikel 14*nonies*.

Gebaseerd op de academische uitslagen van de studenten gedelibereerd door een interne examencommissie van de universitaire instelling, kent de commissie per jaar 75 p.c. van de punten toe bedoeld onder lid 1. Voor deze toekenning, heeft de commissie als taak te waken over het eerbiedigen van de evenwicht brengende elementen die toegekend moeten worden aan elk van de cursussen die ze van tevoren heeft vastgesteld, opdat deze elementen identiek zouden voor equivalente cursussen in elk van de universitaire instellingen.

Op basis van de uitslagen betreffende de beoordeling van de bekwaamheid van de student om de tandheelkunde uit te oefenen, waarover een examencommissie van de universitaire instelling zelf beraadslaagt, kent de commissie, per jaar, 25 t.h. van de in lid 1 bedoelde punten toe. Voor deze toekenning heeft de commissie de opdracht om te waken over de beoordelingscriteria die vooraf door de commissie vastgelegd werden inzake de bekwaamheid van de student om de tandheelkunde uit te oefenen.

Gedurende de volledige twee jaar van zijn kandidatuur in de tandheelkunde, wordt de student op de hoogte gehouden van de evaluatie waar hij het onderwerp van is op basis van de twee voorgaande alinea's. De student wordt eveneens geïnformeerd betreffende de positie die hij inneemt in de voorlopige rangschikking.

De waarderingen voorzien in het tweede en het derde lid worden door de commissie aangepast aan de gevallen van studenten die van een volledige gelijkwaardigheid genieten van hun buitenlands diploma met een diploma van kandidaat in de tandheelkunde of een gedeeltelijke gelijkwaardigheid van hun buitenlands diploma met een diploma van licentiaat in de tandheelkunde of met dat van studenten die een of meerdere examens afgelegd hebben voor de examencommissie van de Gemeenschap.

De toekenningsmodaliteiten van de getuigschriften worden ter kennis gebracht van de studenten bij middel van een examenreglement bepaald in artikel 31.

Artikel 14*decies*. Elk jaar voor de maand juni, dient de Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap bij het Parlement een verslag in over de studies in de tandheelkunde.

Dit verslag vermeldt onder andere voor elk van de drie commissies bedoeld onder artikel 11, § 7, de werkings- en beraadslagingswijze van de commissies en de selectiecriteria die weerhouden werden om de capaciteiten van de studenten in het uitoefenen van de tandheelkunde te evalueren.

Het vermeldt eveneens, voor elk van de betrokken universitaire instellingen de bepalingen die zij neerleggen, overeenkomstig artikel 11, § 1, alinea 2, om de studenten, houder van de graad van kandidaat in de tandheelkunde toegang te verschaffen tot de tweede cyclus met het oog op het bekomen van de graad die ze erkent.

Het rapport geeft voor elk van de betrokken universitaire instellingen de statistieken in verband met de volgende elementen :

1° het aantal studenten die een getuigschrift behaald hebben en indien het geval zich voordoet, het aantal studenten in deze groep die een tweede cyclus in de tandheelkunde niet voortgezet hebben :

2° het aantal studenten die studies in de tandheelkunde aanvingen en die een nieuwe oriëntatie gevolgd hebben naar een andere cursus, daarbij het ogenblik van de heroriëntatie preciserend, de cursus die hun voorkeur voor deze heroriëntatie wegdroeg en de gekozen instelling voor deze heroriëntatie;

3° het aantal gediplomeerden die de academische graad van licentiaat in de tandheelkunde behaald hebben. »

TITEL III. — Bepalingen in verband met het hoger onderwijs verschaft in de hogescholen

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aangebracht in het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen*

Art. 18. Artikel 20 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen wordt aangevuld met volgende paragraaf 3 :

« § 3. Paragrafen 1 en 2 van dit artikel zijn toepasselijk op de organisatie van een afdeling, van een studierichting of gespecialiseerde studies van een hogeschool die deze afdeling, studierichting of gespecialiseerde studies organiseert, in een vestiging van deze hogeschool waar deze afdeling, studierichting of gespecialiseerde studies niet georganiseerd worden. »

Art. 19. Bij lid 1 van de 1ste paragraaf van artikel 22 van hetzelfde decreet, wordt een zevende punt gevoegd, dat als volgt luidt :

« 7° hetzij met een getuigschrift van welslagen in een van de toelatingsexamens georganiseerd door de universitaire instellingen, overeenkomstig artikel 10 § 1 littera e) en § 2 van het decreet van 5 september 1994 in betrekking met het stelsel van de universitaire studies en de academische graden. »

Art. 20. Bij artikel 33 van hetzelfde decreet wordt een lid 2 toegevoegd, die als volgt is opgesteld :

« In afwijking van punt 4° van alinea 1 en overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 september 1934, dat de voorwaarden vastlegt van de toekenning van het diploma van commercieel ingenieur, kunnen de studenten die op zijn minst een jaar studies bedoeld in artikel 4 van voornoemd besluit met vrucht volbracht hebben, voor de hervatting van het academisch cursusjaar 1997-1998 in een hogeschool de graad van commercieel ingenieur behalen in ten minste twee jaar. »

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aangebracht in het programmadecreet van 25 juli 1996 betreffende diverse maatregelen in verband met de budgettaire fondsen, de schoolgebouwen, het onderwijs en de audiovisuele media*

Art. 21. Het eerste lid van artikel 35 van het programmadecreet van 25 juli 1996 betreffende diverse maatregelen in verband met de budgettaire fondsen, de schoolgebouwen het onderwijs en de audiovisuele media wordt vervangen door volgend lid :

« Dit artikel is van toepassing op elk personeelslid van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, definitief benoemd of aangeworven in een andere onderwijsrichting dan het hoger onderwijs verschaft in de hogescholen en voorlopig aangesteld of aangeworven voor een gedeelte of het geheel van zijn definitieve prestaties in het hoger onderwijs verschaft in de hogescholen in toepassing van artikel 3 van het decreet van 12 juli 1990 dat sommige bepalingen wijzigt van de wetgeving op het onderwijs. »

Bij lid 2 van hetzelfde artikel, worden de woorden « of aangeworven » ingevoegd na de woorden « het personeelslid wordt aangesteld. »

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen aangebracht in het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen.*

Art. 22. In artikel 10 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen, wordt het bedrag « 10 122,9 miljoen frank » vervangen door het bedrag « 10 527,5 miljoen frank ».

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen aangebracht in het programmadecreet van 26 juni 1992*

Art. 23. Artikel 28 van het programmadecreet van 26 juni 1992 wordt aangevuld met volgend lid :

« Deze bepaling is niet toepasselijk op de hogescholen. »

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen aangebracht in de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

Art. 24. In artikel 12 van de wet van 29 mei 1959, tot wijziging van sommige bepalingen, wordt een paragraaf *2ter-bis* ingevoegd, opgesteld als volgt :

« De bedragen geïnd door een hogeschool als collegegeld, bepaald in paragraaf 2, voor het geheel voor wat het collegegeld betreft betaald door de studenten die zich inschrijven voor studies die geklasseerd werden onder het hoger onderwijs van het korte type, en de helft voor wat betreft het collegegeld van studenten die zich inschrijven voor studies die geklasseerd werden onder het hoger onderwijs van het lange type, evenals de specifieke bedragen van het inschrijvingsgeld geïnd overeenkomstig artikelen 59, 60 en 61 van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs, voor de buitenlandse studenten bedoeld onder artikel 6, 5° k) van het decreet van 9 september 1996 in verband met de financiering van de hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die gefinancierd worden, worden afgetrokken van de jaarlijkse globale toelage van de betrokken hogeschool.

De paragrafen *2bis* en *2ter* van dit artikel zijn niet toepasselijk op de hogescholen. »

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingen aangebracht in het decreet van 4 februari 1997 tot wijziging van de onderwijswetgeving tot hervorming van de inrichting en financiering van het hoger onderwijs*

Art. 25. Bij artikel 5 van het decreet van 4 februari 1997, tot wijziging van de onderwijswetgeving tot hervorming van de inrichting en financiering van het hoger onderwijs, worden de woorden « met uitzondering van paragrafen 2 en 5 van artikel 1, die in werking treden bij het begin van het academiejaar 1997-1998 », vervangen door « met uitzondering van paragraaf 2 van artikel 1 dat in werking treedt bij het begin van het academiejaar 1997-1998 » en van paragraaf 5 van artikel 1 die in werking treedt bij de aanvang van het academiejaar 1998-1999. »

TITEL IV. — Bepalingen in verband met het hoger artistiek onderwijs en het artistiek hoger onderwijs

Art. 26. § 1. De artikelen 1 tot 4 van het decreet van 5 augustus 1995 betreffende diverse maatregelen in verband met het hoger onderwijs worden vervangen door de volgende artikelen :

« Artikel 1. In 1997-1998, voor het toepassen van de begeleidingsnormen en de bepaling van het aantal betrekkingen in de ambten van het administratief personeel in het hoger onderwijs van het lange type, voor het bepalen van het aantal toegelaten perioden en voor het bepalen van het aantal betrekkingen in de ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel in het hoger onderwijs van het korte type, is het aantal in aanmerking genomen subsidieerbare studenten het resultaat van het samenvoegen van het aantal subsidieerbare studenten op 12 februari 1995, op 1 februari 1996 en op 1 februari 1997, gedeeld door drie.

Artikel 2. Voor het jaar 1997-1998 wordt de coëfficiënt vermeld in artikel 14, § 5, van de wet van 18 februari 1977, betreffende de organisatie van het hoger onderwijs en onder andere van het technisch hoger onderwijs en het hoger landbouwonderwijs van het lange type, zoals ze gewijzigd werd en in artikel 8, § 4 van de wet van 18 februari 1977 in verband met de organisatie van de architectuur zoals ze gewijzigd werd, wordt vastgesteld op 84 voor alle instellingen voor hoger onderwijs van het lange type.

Artikel 3. Voor het jaar 1997-1998, wordt de coëfficiënt vermeld in artikel 5 van het koninklijk besluit n° 79 van 20 juli 1982 dat het aantal aanvaardbare lestijden bepaalt in het voltijds hoger onderwijs van het korte type, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, vastgesteld op 73 voor alle instellingen van het hoger onderwijs van het korte type.

Artikel 4. In afwijking van de beschikkingen van de artikelen 1 en 3, mogen de instellingen voor hoger onderwijs van het korte type, waarvan de bevolking aangroeide met tenminste 2 p.c. tussen 1 februari 1996 en 1 februari 1997 hetzelfde aantal aanvaardbare lestijden organiseren als het aantal dat hun werd toegekend voor 1996-1997, indien de modaliteiten bepaald in artikelen 1 en 3 in 1997-1998 aanleiding geven tot een vermindering van de aanvaardbare lestijden, in verhouding met die welke hun toegekend werden voor 1996-1997.

In afwijking van de beschikkingen van artikelen 1 en 3, mogen de instellingen voor hoger onderwijs van het lange type, waarvan de bevolking aangroeide met tenminste 2 p.c. tussen 1 februari 1996 en 1 februari 1997 kunnen van eenzelfde aantal kadereenheden genieten dan het aantal dat hun werd toegekend voor 1996-1997, indien de modaliteiten bepaald in artikelen 1 en 3 in 1997-1998 aanleiding geven tot een vermindering van de het aantal kadereenheden, in verhouding met die welke hun toegekend werden voor 1996-1997.

§ 2. De artikelen 1 en 5 van datzelfde decreet vormen het nieuwe eerste hoofdstuk met als titel « Beschikkingen betreffende de bepaling van het begeleidendpersoneel in het hoger artistiek onderwijs en in het universitair onderwijs ».

Art. 27. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk II ingevoegd met als titel « Beschikkingen betreffende de noties « regelmatig ingeschreven student » en « student die in aanmerking komt voor de financiering » in het hoger artistiek onderwijs en in het artistiek onderwijs » en de artikelen 6 tot 15 omvattend, als volgt opgesteld :

Hoofdstuk II. - Beschikkingen betreffende de noties « regelmatig ingeschreven student » en « student die in aanmerking komt voor de financiering » in het hoger artistiek onderwijs en in het artistiek hoger onderwijs.

Artikel 6. § 1. De regelmatig ingeschreven student in een instelling voor artistiek hoger onderwijs of voor hoger artistiek onderwijs van het korte type, van de 3de graad of van het lange type, hierna instelling genoemd, is hij die beantwoordt aan de toelatingsvoorwaarden voorzien door de wettelijke en reglementaire bepalingen ter zake, en ingeschreven is op de voorgeschreven manier voor het geheel van de voorgeschreven en goedgekeurde activiteiten van een bepaalde afdeling en die deze activiteiten regelmatig volgt, met het oog op het hem ten deel vallen van de gevolgen die verbonden zijn aan het slagen in de examens.

§ 2. In afwijking van de beschikkingen van § 1, kan een regelmatig ingeschreven student in een instelling, in het kader van akkoorden die gesloten werden met de hogescholen of instellingen voor hoger onderwijs, universitair of niet, Belgische of buitenlandse, sommige van deze lessen en werken bijwonen in deze hogescholen of instellingen voor hoger onderwijs en de examens afleggen die eraan verbonden zijn.

De regelmatig ingeschreven student bedoeld onder alinea 1, zal slechts in aanmerking komen voor de financiering indien hij de activiteiten en werken volgt bedoeld onder alinea 1, in het kader van een akkoord goedgekeurd door de Regering;

- in een instelling voor hoger artistiek onderwijs of artistiek hoger onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- in een hogeschool georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- in een universitaire instelling georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- in een instelling voor hoger onderwijs, universitair of niet, georganiseerd of gesubsidieerd door de Vlaamse of de Duitstalige Gemeenschap;
- in een instelling voor hoger onderwijs, universitair of niet, die zich in een lidstaat van de Europese Unie bevindt, of in het kader van een programma aanvaard door de Europese Unie, zich in een andere staat bevindt.

§ 3. De onderwijsactiviteiten bedoeld onder § 2 mogen een periode van zes maanden niet overschrijden tijdens eenzelfde school- of academiejaar. Voor de toepassing van de notie van « regelmatig ingeschreven student », mogen echter de activiteiten bedoeld onder § 2, langer zijn dan zes maanden zonder een periode van een jaar te overschrijden.

Artikel 7. Onder de regelmatig ingeschreven studenten, komen in aanmerking voor de financiering :

- 1° de studenten van Belgische nationaliteit;
- 2° volgende buitenlandse studenten :
 - a) van Luxemburgse nationaliteit;
 - b) van wie de vader of de moeder of de wettelijke voogd van Belgische nationaliteit zijn;
 - c) van wie de vader of de moeder of de voogd regelmatig in België verblijven;
 - d) van wie de echtgenoot in België verblijft en er een beroepsactiviteit uitoefent of er een vervangingsinkomen geniet;
 - e) die in België verblijven en er de voordelen genieten verbonden aan het statuut van vluchteling of kandidaat vluchteling, toegekend door de delegatie in België van het Hoog Commissariaat voor de Vluchtelingen van de Verenigde Naties, evenals zij van wie de vader of de moeder of de wettelijke voogd zich in dezelfde situatie bevindt;
 - f) die ten laste genomen werden of onderhouden worden door de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn, in een tehuis dat aan deze laatsten toebehoort, of in een tehuis waar ze ondergebracht werden;
 - g) die in België verblijven, er een ware en effectieve beroepsactiviteit uitoefenen of er een vervangingsinkomen genieten;
 - h) die staatsburgers zijn van een land dat met België of met de Franse Gemeenschap een specifiek akkoord heeft gesloten, in het kader van de limieten van dit akkoord;
 - i) die een studiebeurs bekomen hebben verleend door de nationale kredieten voor ontwikkelingssamenwerking;
 - j) die een studiebeurs bekomen hebben van de Franse Gemeenschap in het kader en binnen de limieten van een cultureel akkoord gesloten door België of door de Franse Gemeenschap;
 - k) andere dan deze vermeld onder punten a) tot j). Deze studenten zijn echter slechts medebepalend tot maximum 2 p.c. van het aantal Belgische studenten die regelmatig ingeschreven zijn op 1 februari van het voorgaande school- of academisch jaar in de betrokken instelling en op voorwaarde dat het vereiste aanvullend inschrijvingsrecht door de instelling ontvangen werd en overgemaakt naar het ministerie van de Franse Gemeenschap;

Artikel 8. Voor de toepassing van artikel 7 van dit decreet, wordt er slechts rekening gehouden met een enkele regelmatige inschrijving per student op datum van 1 februari van het voorgaand school- of academie jaar.

Artikel 9. § 1. Buiten de studenten bedoeld onder artikel 7, 2°, k) die niet in aanmerking komen voor de financiering, worden niet in aanmerking genomen voor de financiering :

- 1° de studenten die, nadat zij tweemaal regelmatig werden ingeschreven in eenzelfde studiejaar in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, met uitzondering van het universitair onderwijs, zonder geslaagd te zijn, er zich inschrijven binnen de vijf jaar die volgen op hun laatste mislukking;
- 2° de studenten die, nadat zij driemaal regelmatig werden ingeschreven in eenzelfde studiejaar, ongeacht de categorie of het gebied, in het hoger onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, met inbegrip van het universitair onderwijs, zonder erin geslaagd te zijn, er zich inschrijven binnen de vijf jaar die volgen op hun laatste mislukking;
- 3° de studenten die, nadat zij driemaal regelmatig werden ingeschreven in eenzelfde studiejaar of welke andere studie onderafdeling dan ook, ongeacht het gevolgde vak, in een onderwijssysteem afhankelijk van het hoger Belgisch of buitenlands onderwijs, zonder erin geslaagd te zijn, er zich inschrijven binnen de vijf jaar die volgen op hun laatste mislukking;

4° de studenten die zich inschrijven voor studies met de bedoeling een graad te bekomen bedoeld onder artikel 1 van de wet van 18 februari 1977, in verband met de organisatie van het onderwijs van de architectuur, in artikel 1 van het koninklijk besluit van 15 april 1965, dat in de derde graad van het hoger technisch onderwijs de studies reglementeert die een diploma verschaffen voor de schouwspelkunsten en uitzendtechnieken, in artikel 7 van het koninklijk besluit van 31 augustus 1978 in verband met de klasseringsvoorwaarden voor het voltijds onderwijs voor plastische kunsten in de drie graden van het hoger artistiek onderwijs, in artikel 4 van het koninklijk besluit van 12 december 1979 die de nieuwe structuren en de organisatie van de studies bepaalt in de Ecole supérieure des arts plastiques et visuels te Bergen, of in artikel 2 van het koninklijk besluit van 4 april 1980, dat de nieuwe structuren en de organisatie van de studies bepaalt van de Ecole nationale supérieure des arts visuels de la Cambre, terwijl zij reeds gedurende de vijf jaar die de inschrijvingsaanvraag voorafgaan hetzij twee graden bedoeld onder artikel 1 van voornoemde wet van 18 februari 1977, 1 van voornoemd koninklijk besluit van 15 april 1965, 7 van voornoemd koninklijk besluit van 31 augustus 1978, 4 van voornoemd koninklijk besluit van 12 december 1978, 2 van het koninklijk besluit van 4 april 1980, hetzij twee academische graden bedoeld onder artikel 6 §§ 2 en 4, van het decreet van 5 september 1994 met betrekking tot de reglementering van de universitaire studies en de academische graden, hetzij twee graden bedoeld in artikelen 15 en 18, § 2, van het decreet van 5 augustus 1995, de algemene organisatie bepalend van het hoger onderwijs in de hogescholen, hetzij een graad bedoeld in artikelen 1 van voornoemde wet van 18 februari 1977, 1 van het voornoemd koninklijk besluit van 15 april 1965, 7 van het voornoemd koninklijk besluit van 31 augustus 1978, 4 van het voornoemd koninklijk besluit van 12 december 1979, 2 van het voornoemd koninklijk besluit van 4 april 1980 en een academische graad bedoeld in artikel 6, §§ 2 en 4 van het voornoemd decreet van 5 september 1994, of een graad bedoeld in de artikelen 15 of 18, § 2 van het voornoemd decreet van 5 augustus 1995, hetzij een academische graad bedoeld onder artikel 6, §§ 2 en 4, van het voornoemd decreet van 5 september 1994 en een graad bedoeld in de artikelen 15 of 18, § 2, van voornoemd decreet van 5 augustus 1995;

5° vanaf het academisch jaar 1998-1999, de studenten die niet met vrucht volbracht hebben, in drie school- of academiejaren, geteld vanaf hun eerste inschrijving in eenzelfde afdeling, de twee eerste studie jaren van diezelfde afdeling, binnen de vijf jaar die volgen op hun laatste mislukking.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, in de veronderstelling dat de studies verdeeld worden over meer dan een cyclus, indien de eerste cyclus twee studie jaren omvat, worden de eerste, tweede en derde studie jaren van de tweede cyclus respectievelijk beschouwd als de derde, vierde en vijfde studie jaren.

In dezelfde veronderstelling, indien de eerste cyclus drie studie jaren omvat, worden de eerste, tweede en derde studie jaren van de tweede cyclus respectievelijk beschouwd als de vierde, vijfde en zesde studie jaren.

Artikel 10. § 1. De student kiest vrij de instelling waar hij zich wenst in te schrijven. Elke student kan zich inschrijven in de instelling van zijn keuze tot 15 november van het lopende academie- of schooljaar.

§ 2. De directie van de instelling bedoeld onder § 1, kan echter de inschrijving weigeren door een uitdrukkelijk gemotiveerde beslissing :

1° indien bedoelde student gedurende het voorgaande academie- of schooljaar het voorwerp was van een disciplinaire maatregel die zijn verwijdering uit de instelling tot gevolg had voor de rest van het school- of academiejaar;

2° indien de student bedoeld wordt onder artikel 7, 2° k) behalve als hij een staatsburger is van een Lidstaat van de Europese Unie, of door artikel 9 van dit decreet;

3° indien de student in kwestie zijn inschrijving vraagt voor een cursusprogramma dat geen financiering door de Franse Gemeenschap met zich meebrengt.

§ 3. De mededeling die de student informeert dat zijn inschrijving geweigerd werd, moet gebeuren binnen een termijn van 15 dagen, die begint op de dag waarop de aanvraag van de student ontvangen werd.

§ 4. De student aan wie de inschrijving geweigerd werd, moet hiervan op de hoogte gebracht worden via een aangetekend schrijven. Deze mededeling bevat eveneens de uitvoeringsmodaliteiten voor het indienen van een bezwaar.

Indien deze weigering uitgaat van een instelling georganiseerd door de Franse Gemeenschap, dan kan de student binnen de 10 dagen en per aangetekend schrijven beroep aantekenen tegen de beslissing bij de Regering, die de weigering binnen de 30 dagen ongeldig kan verklaren.

Indien de weigering uitgaat van een instelling gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, dan kan de student binnen de 10 dagen en per aangetekend schrijven beroep aantekenen tegen de beslissing bij de commissie bedoeld onder de laatste alinea, die de weigering binnen de 30 dagen ongeldig kan verklaren.

In hun reglementaire beschikkingen, voorzien de instellingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de creatie en de organisatie van een commissie die belast is met het ontvangen van klachten in verband met inschrijvingsweigeringen van studenten. Deze commissie, die een gewaarborgd onafhankelijk karakter heeft, kan, mits eerbiediging van de modaliteiten vastgesteld door de reglementaire beschikkingen, de weigering ongeldig verklaren.

§ 5. Het bewijs dat de student zich niet in de gevallen bevindt bedoeld onder § 2, 2° wordt geleverd door elk bewijskrachtig document of bij gebrek daaraan door een verklaring op zijn eer getekend door de student.

In geval van bedrog, verliest de student onmiddellijk de hoedanigheid van regelmatig ingeschreven student, evenals de rechtmatige gevolgen verbonden aan het slagen in de proeven.

§ 6. Vanaf het academiejaar 1998-1999 en behalve afwijking verleend door de Regering, in de voorwaarden die ze bepaalt, kan niemand voor de studies worden ingeschreven indien hij het bewijs niet leverde de Franse taal voldoende meester te zijn.

Dit bewijs kan geleverd worden door :

1° hetzij het slagen in een examen met deze bedoeling ingericht door een of meerdere instellingen volgens de beschikkingen vastgelegd door de Regering;

2° hetzij door het bezit van een diploma, Belgisch of buitenlands, dat de eindcyclus bekrachtigt van secundaire of hogere studies gevolgd in een instelling waarvan de onderwijstaal de Franse taal is.

3° door het bezit van een diploma, Belgisch of buitenlands, dat de eindcyclus bekrachtigt van secundaire of hogere studies gevolgd in een instelling waarvan de onderwijstaal gedeeltelijk de Franse taal is, indien na onderzoek van het studieprogramma gevolgd in het kader van deze studies, de Regering met het oog op de toepassing van deze bepaling, het bezit van dit diploma gelijkstelt met dat van het diploma bedoeld onder 2°; de Regering bepaalt de lijst van de aldus gelijkgestelde diploma's.

Het diploma dat de eindcyclus bekrachtigt of een cyclus van hogere studies gevolgd in een instelling afhankelijk van de Duitstalige Gemeenschap en waarvan de onderwijstaal gedeeltelijk de Franse taal is wordt gelijkgesteld met een van de diploma's bedoeld onder 2°.

Artikel 11. Is niet toepasselijk op de instellingen bedoeld in artikel 6 van huidig decreet, in het koninklijk besluit van 22 maart 1961 betreffende de toepassing van artikel 5 van de wet van 14 mei 1955 en de artikelen 24, 27 en 32 van de wet van 29 mei 1959, tot wijziging van de wetgeving betreffende het kleuter-, basis- middelbaar- normaal-, technisch- en kunstonderwijs, artikel 9.

Artikel 12. Is niet toepasselijk op de instellingen bedoeld in artikel 6 van huidig decreet, in het koninklijk besluit van 14 november 1962 betreffende de algemene reglementering van de studies in het hoger technisch onderwijs, het artikel 6*bis*.

Artikel 13. Is niet toepasselijk op de instellingen bedoeld in artikel 6 van huidig decreet, in het koninklijk besluit van 22 februari 1984 betreffende de algemene reglementering van de studies in het voltijds hoger onderwijs van het lange type, artikel 5.

Artikel 14. Is niet toepasselijk op de instellingen bedoeld in artikel 6 van dit decreet, in het koninklijk besluit van 3 november 1987 betreffende de algemene reglementering van de studies in het voltijds hoger onderwijs van het korte type, artikel 6, lid 1.

Artikel 15. Zijn niet toepasselijk op de instellingen bedoeld in artikel 6 van dit decreet, in het koninklijk besluit van 6 november 1987 dat de noties bepaalt « regelmatig ingeschreven student » en « student die in aanmerking komt voor de financiering » in het voltijds hoger onderwijs, met uitzondering van het universitair onderwijs :

- 1° artikel 1;
- 2° artikel 2, § 2;
- 3° artikel 4;
- 4° artikel 5;
- 5° artikel 6, § 2, lid 1, 2de zin;
- 6° artikel 6*bis*;
- 7° artikel 6*ter*. »

Art. 28. In artikel 12, § 2, van de wet van 29 mei 1959, tot wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving op het onderwijs, zoals gewijzigd door de wet van 5 augustus 1978, het koninklijk besluit n° 462 van 17 september 1986, de decreten van 12 juli 1990 en van 9 september 1996, wordt het volgende lid ingevoegd tussen de alinea's 4 en 5 :

« Voor de studenten die niet bedoeld worden onder lid 3, die vragen ingeschreven te worden in een instelling van hoger artistiek onderwijs of van artistiek hoger onderwijs bedoeld onder artikel 6, § 1, van het decreet van 5 augustus 1995 betreffende diverse maatregelen in verband met het hoger onderwijs en waarvoor artikel 9 van voornoemd decreet van 5 augustus 1995 van toepassing is, kan er geen verschil in de behandeling bestaan ten opzichte van de studenten die hun inschrijving vragen in eenzelfde afdeling van dezelfde instelling voor hoger artistiek onderwijs of artistiek hoger onderwijs bedoeld onder artikel 6, § 1 van het voornoemd decreet van 5 augustus 1995, die niet bedoeld worden in lid 3 en voor wie artikel 9 van voornoemd decreet van 5 augustus 1995 niet van toepassing is. »

TITEL V. — Bepalingen in verband met het onderwijs van sociale promotie

HOOFDSTUK I. - *Wijziging van het decreet van 16 april 1991 voor de inrichting van het onderwijs van sociale promotie*

Art. 29. De alinea's 6 en volgende van artikel 87 van voornoemd decreet van 16 april 1991 worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Vanaf 1 januari 1997 voor wat de 1° betreft, van 1 januari 1998 voor wat de 2° betreft en van 1 januari 1999 voor wat de 3° betreft, omvatten de aanpassingen bedoeld onder alinea 1 het volgende :

1° de overdracht tegen 100 p.c. van de niet gebruikte lestijden voor de inrichtende machten gedurende het voorlaatste voorafgaande kalenderjaar;

2° de lestijden die omgezet werden in begeleidingsambten in toepassing van artikel 111 gedurende het voorlaatste voorgaande kalenderjaar;

3° de lestijden die afgetrokken werden van de schooldotatie in toepassing van artikel 87*bis*, § 2, tijdens het voorlaatste voorgaande kalenderjaar.

De processen bedoeld in lid 6 mogen geen verhoging met zich meebrengen van de kredieten toegekend aan het onderwijs van sociale promotie.

De overdrachten bedoeld in lid 6 komen slechts tussen opdat de inrichtende machten die verklaren voor 15 december van het lopende jaar dat zij gedurende het lopende kalenderjaar de lestijden niet zullen gebruiken waarvan zij de overdracht vragen. Deze lestijden kunnen geleend worden aan een instelling die op het punt staat geopend te worden.

De lestijden die uitbetaald werden aan vastbenoemde of definitief aangeworven leerkrachten in het kader van een terbeschikkingstelling bij gebrek aan een betrekking of een gedeeltelijk opdrachtverlies en waarvoor de betrokken leerkrachten noch opnieuw aangesteld noch opnieuw aan het werk gezet werden, noch teruggeroepen werden voor een actieve dienst, mogen het voorwerp niet uitmaken van de overdrachten bedoeld onder het voorgaande lid.

Op grond van de budgettaire kredieten toegekend aan het onderwijs voor sociale promotie, kan de Regering van de Franse Gemeenschap aan de lestijgendotatie van het geheel van de instellingen, berekend in functie van de voorgaande alinea's een globale coëfficiënt toepassen die niet minder mag zijn dan 0,9. »

Art. 30. § 1. In artikel 87*bis* van het voornoemd decreet van 16 april 1991 wordt bij lid 1 het volgende toegevoegd :

« De cursuslestijden van een vormingsafdeling of -eenheid die een nieuw vormingsgebied samenstellen en die georganiseerd worden zonder het voorwerp uit te maken van het voorafgaandelijk advies voorzien in artikel 92, alinea 2. Deze straf wordt echter niet toegepast indien de zonale advies- en coördinatiecommissie bedoeld onder artikel 123 *bis* haar advies niet gegeven heeft binnen een tijdsspanne van 45 kalenderdagen na de indiening van de aanvraag, deze tijdsspanne wordt geschorst gedurende de duur van de schoolvakantie. »

§ 2. In artikel 87bis, § 2, van voornoemd decreet van 16 april 1991, worden de woorden « zijn gelijkgesteld met de lestijden bedoeld onder § 1 », vervangen door de woorden « worden volledig of gedeeltelijk afgetrokken van de schooldotatie bedoeld onder artikel 91 voor elk kalenderjaar gedurende welk een schooljaar eindigt tijdens hetwelk het gedeeltelijk ambtsverlies of de terbeschikkingstelling bij gebrek aan betrekking effectief is ».

§ 3. In artikel 87bis, § 2, van voornoemd decreet van 16 april 1991, wordt het volgende lid toegevoegd :

« Deze aftrek gebeurt in verhouding met de wedde of de weddetoelage die gestort wordt aan het personeelslid dat terbeschikking gesteld werd. »

§ 4. In artikel 87bis van voornoemd decreet van 16 april 1991 wordt de volgende paragraaf toegevoegd :

« § 3. De Regering van de Franse Gemeenschap legt de voorwaarden vast waaraan de terugroeping in dienst of wederaanstelling van een lid van het onderwijzend personeel waarvan de terbeschikkingstelling bij gebrek aan een betrekking of door een gedeeltelijk ambtsverlies een aanvang nam in het onderwijs voor sociale promotie, voor 1 september 1997 recht geeft op een supplementaire dotatie van lestijden. »

Art. 31. Bij artikel 92 van voornoemd decreet van 16 april 1991 worden de volgende leden toegevoegd :

« De opening van een vormingseenheid door een instelling in een nieuw vormingsgebied moet het voorwerp uitmaken van een voorafgaandelijk advies van de zonale advies- en coördinatiecommissie bedoeld onder artikel 123bis. Worden niet in aanmerking genomen de vormingseenheden die gefinancierd worden tegen tenminste 50 p.c. door een externe tegemoetkoming, andere dan die verschaft door het Sociaal Europees Fonds, in toepassing van artikel 115.

De Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt de lijst van de vormingsgebieden.

Art. 32. In artikel 96 van voornoemd decreet van 16 april 1991 worden de termen « op de 1ste juli die volgt op de datum van inwerkingtreding van dit decreet » vervangen door de termen « op 1 september 1997; voor de volgende jaren, op 1 januari of op 1 juli en uiterlijk op 1 januari 2000 ».

Art. 33. Bij voornoemd decreet van 16 april 1991 wordt een artikel 96bis gevoegd, als volgt opgesteld :

« § 1. Elke zelfstandige instelling voor onderwijs voor sociale promotie gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap kan een fusie aangaan op initiatief van haar inrichtende macht met een of meerdere zelfstandige instellingen waarvan de inrichtende macht(en) haar (hun) toestemming verleent(verlenen) voor deze fusie.

Elke zelfstandige instelling voor onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap kan een fusie aangaan op initiatief van de Regering van de Franse Gemeenschap, met een of meerdere andere zelfstandige instellingen.

§ Onder fusie, verstaat men :

1° De vereniging in eenzelfde instelling van verscheidene instellingen die tegelijk verdwijnen. Een van de oorspronkelijke zetels wordt de zetel van de nieuwe zelfstandige instelling; de andere oorspronkelijke zetels worden vestigingen van deze instelling;

2° De vereniging van verscheidene instellingen waarvan er een blijft bestaan en de andere inrichting (en) opsloort, die dan vestigingen worden van de eerste instelling.

§ 3. Na de fusie bedoeld in § 2, heeft de instelling slechts een enkele inrichtende macht.

§ 4. De vestigingen van de gefuseerde instellingen die voor de fusie bestonden, kunnen hun statuut van vestiging ook daarna behouden.

§ 5. Elke fusie moet plaatshebben hetzij op 1 juli, hetzij op 1 januari van elk jaar. »

Art. 34. Bij voornoemd decreet van 16 april 1991 wordt een artikel 96ter bijgevoegd, als volgt opgesteld :

Artikel 96ter. De Regering van de Franse Gemeenschap kan verscheidene instellingen voor sociale promotie toelaten zich te herstructuren op aanvraag van de betrokken inrichtende machten. Door herstructurering verstaat men het overnemen door een zelfstandige instelling van een of meerdere vestigingen die afhangen van een andere instelling. Een herstructurering mag geen oprichting van supplementaire vestigingen met zich meebrengen. »

Art. 35. Bij artikel 111, § 1 van voornoemd decreet van 16 april 1991 worden volgende leden gevoegd :

« De betrekkingen bedoeld in lid 1 kunnen gemeenschappelijk zijn voor verscheidene zelfstandige instellingen voor zover de inrichtende machten onderling een overeenkomst sluiten met dit doel of dat deze keuze een gevolg is van een beslissing van de inrichtende macht indien deze identiek is voor de verscheidene betrokken instellingen.

Deze overeenkomst of beslissing van de inrichtende macht, identificeert de instelling waar de houder van de betrekking zal toe behoren op administratief vlak.

Elke instelling moet over een directeur en een opvoeder-huismeester beschikken indien zij wil voldoen aan de modaliteiten vastgelegd in de overeenkomst of bedoeld onder lid 2.

In geen geval mogen de overeenkomst of de beslissing bedoeld in de leden een terbeschikkingstelling of een gedeeltelijk ambtsverlies tot gevolg hebben.

De Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt de voorwaarden waarin de inrichtende macht een of meerdere betrekkingen bedoeld in lid 1 in dotaties van lestijden kan omzetten evenals de voorwaarden waarin de dotaties van lestijden kunnen omgezet worden door de inrichtende macht in een of meerdere betrekkingen bedoeld in lid 1. »

Art. 36. In voornoemd decreet van 16 april 1991 wordt een artikel 111bis gevoegd, als volgt opgesteld :

« Artikel 111bis. Niettegenstaande de statuten en beschikkingen toepasselijk op de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, mag slechts 70 p.c. van de lestijden van de dotatie bedoeld in artikel 82 aanleiding geven tot benoemingen of tot definitief geldende aanwervingen. »

Art. 37. Onder titel III van voornoemd decreet van 16 april 1991 wordt een hoofdstuk VII ingevoegd dat als volgt is opgesteld :

« Hoofdstuk VII. — De zonale advies- en coördinatiecommissies

Artikel 123bis. § 1. Er wordt een zonale advies- en coördinatiecommissie opgericht in elke zone bepaald in § 2.

§ 2. De zones bedoeld in § 1 zijn de volgende geografische zones :

1° de provincie Luxemburg;

2° de provincie Namen;

- 3° de provincie Henegouwen;
- 4° de provincie Luik, met uitzondering van het Duits taalgebied;
- 5° de provincie Waals-Brabant;
- 6° Het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

§ 3. De zonale advies- en coördinatiecommissies hebben als opdracht :

1° een voorafgaandelijk advies te geven voor de opening van een vormingseenheid in een nieuw vormingsgebied door een instelling of een vestiging die in de zone gelegen is. Dit voorafgaandelijk advies wordt gemotiveerd inzonderheid met betrekking tot het reeds bestaande vormingsaanbod in de zone en de vormingsaanvragen indien het om een kwalificerende vorming gaat.

De analyse van het aanbod zal zowel rekening moeten houden met de reeds bestaande vormen in het bedoelde domein als met de algemene structuur van het aanbod.

Het bestaan van een evenwichtig aanbod voor elk netwerk op elk van de niveaus zal eveneens onderzocht worden;

2° de actie te coördineren van de vertegenwoordigers van het onderwijs voor sociale promotie binnen de raadplegingsorganen, die op sub-regionale basis de diverse vormingsoperatoren samenbrengen.

Op advies van de Hogere Raad bedoeld in artikel 78, preciseert de Regering de evaluatiecriteria van het evenwichtig karakter van het aanbod, bedoeld in lid 1, 1°.

§ 4. Elke commissie bedoeld in § 1 is samengesteld uit een lid per instelling waarvan de zetel of een vestiging zich in de zone bevindt en uit een vertegenwoordiger van elke syndicale organisatie erkend door de wet van 19 september 1974 die de relaties organiseert tussen de publieke autoriteiten en de syndicaten van de ambtenaren die van deze autoriteiten afhankelijk zijn.

In afwijking van lid 1, indien de zone meer dan 30 instellingen of vestigingen telt, wordt de syndicale vertegenwoordiging op drie vertegenwoordigers gebracht voor elke syndicale organisatie bedoeld in lid 1.

Zij zijn allen stemgerechtigd.

De leden die de instellingen vertegenwoordigen worden aangesteld, wat het gesubsidieerd onderwijs betreft, door de Franse Gemeenschap, door de inrichtende macht van de instelling en, wat het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap betreft, door de directeur van de instelling.

De mandaten zijn niet bezoldigd. De leden hebben recht op de terugbetaling van hun vervoerkosten.

§ 5. De Regering bepaalt de werkingsmodaliteiten van de commissie bedoeld in § 1 daarbij onder andere rekening houdend met de volgende principes :

1° de commissie bedoeld in § 1 kan slechts geldige adviezen uitbrengen wanneer tenminste de helft van de leden aanwezig zijn.

Wanneer het quorum niet bereikt is, wordt een vergadering belegd binnen de vijftien werkdagen, na een nieuwe bijeenroeping, met dezelfde dagorde als die van de vorige vergadering.

Het uitgebrachte advies is geldig, ongeacht het aantal aanwezige leden;

2° bij gebrek aan consensus, wordt een stemming gehouden. In dat geval mogen minderheidsnotities bij de adviezen gevoegd worden.

§ 6. Elke commissie bedoeld in § 1 kan werkgroepen oprichten. »

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving op het onderwijs*

Art. 38. In artikel 12 van de wet van 29 mei 1959, tot wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving op het onderwijs wordt volgende paragraaf ingevoegd :

« § 5. Bij zijn inschrijving in een vormingseenheid of afdeling van het onderwijs voor sociale promotie, moet elke student geïnformeerd worden over de respectievelijke bedragen van het inschrijvingsrecht, het eventuele bezettings-inschrijvingsrecht en het bedrag van het eventueel rechtstreeks of onrechtstreeks schoolgeld eigen aan de instelling.

Deze respectievelijke bedragen moeten eveneens uitgehangen worden op een plaats die voor het geheel van de studenten toegankelijk is. »

TITEL VI. — Slotbepaling

Art. 39. De artikelen 1 tot 15 treden in werking op 1 september 1997.

Artikel 20 heeft uitwerking met ingang van 1 september 1995.

De artikelen 18, 19, 21 en 23 hebben uitwerking met ingang van 1 september 1996.

Artikel 22 treedt in werking op 1 januari 1997.

De artikelen 16 en 17 treden in werking op 15 mei 1997.

De artikelen 24 tot 38 treden in werking op 1 september 1997.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 24 juli 1997.

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

W. ANCION

De Minister van Cultuur en Volwassenenschooling,

Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE